CAHIER B

AVIATION
Des profits en baisse, mais tout de même supérieurs à la moyenne
Page B 3

RETRAITE
Sun Life a une pensée pour les PME
Page B 4

ÉCONOMIE

GAZ DE SCHISTE

L'industrie profitera des millions de l'État

Le prochain rapport du Vérificateur général serait très critique de la gestion du dossier

ALEXANDRE SHIELDS

Le gouvernement Charest répète jour après jour que le potentiel en gaz de schiste du Québec n'a pas encore été démontré. Il investira pourtant des millions de dollars tirés à même les coffres de l'État, notamment pour récolter de l'information qui servira en bonne partie au développement de l'industrie gazière. Tout cela alors que le prochain rapport du Vérificateur général devrait être très critique à l'égard de la gestion de ce dossier par le gouvernement libéral.

Selon ce qu'a confirmé hier une porte-parole du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, la vaste majorité des annonces contenues dans le plus récent budget provincial et touchant directement l'industrie gazière seront financées à même *«le fonds de suppléance»* du gouvernement, fonds qui permet de payer des dépenses imprévues des ministères et des organismes.

L'évaluation environnementale statégique qu'effectuera le gouvernement profitera considérablement à l'industrie du gaz de schiste

Ces annonces comprennent l'évaluation environnementale stratégique (EES) promise récemment par le ministre Pierre Arcand. Celle-ci sera dotée d'une enveloppe de sept millions de dollars. Il n'a toutefois pas été possible hier de préciser les éléments qui ont permis à Québec d'estimer que les sommes nécessaires se limiteront effectivement à sept millions de dollars.

Qui plus est, l'Association pétrolière et gazière du Québec a clairement indiqué la semaine dernière que les entreprises gazières et pétrolières devront être dédommagées par Québec en raison de l'EES, mais sans préciser comment. Il pourrait par exemple s'agir de prolonger la durée des permis sans frais supplémentaires pour les entreprises, ce qui ferait perdre quelques millions au trésor public.

Selon des informations obtenues par la chaîne de télévision Argent, le rapport du Vérificateur général qui sera rendu public dans quelques jours pourrait en outre offrir certaines précisions quant aux montants réellement perçus par Québec pour les permis d'exploration, actuellement cédés à 10 ¢ l'hectare. Le même document s'inquiéterait du fait que l'industrie n'investit pas le minimum requis en travaux d'exploration lors de l'obtention des permis.

Utile à l'industrie

Fait à noter, l'EES financée par Québec bénéficiera largement à l'industrie gazière. Le porte-parole du lobby des énergies fossiles l'a d'ailleurs dit la semaine dernière. Celle-ci permettra notamment *«l'ajout de connaissances sur les caractéristiques des formations rocheuses d'Utica, de la nature et de la spécificité du gaz et de la circulation*

VOIR PAGE B 6: **GAZ**

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un homme portant son enfant sur ses épaules regarde les dommages causés par le tremblement de terre et le tsunami dans un port de Miyagi.

Reconstruire relancera l'économie japonaise

L'impact sera limité, pense la Banque mondiale

Pékin — Le séisme et le tsunami qui ont dévasté le nord-est du Japon pèseront ces prochains mois sur la croissance nippone mais la reconstruction, qui pourrait durer cinq ans, redonnera ensuite un coup de fouet à l'économie, estime la Banque mondiale dans un rapport publié hier.

L'organisme se refuse à chiffrer les dégâts liés à la double catastrophe, à laquelle s'est ajoutée une crise nucléaire. La Banque mondiale s'appuie sur l'exemple du séisme de Kobé, qui avait fait plus de 6400 morts en 1995, pour croire en la capacité du Japon à répondre à ce triple défi.

Moody's maintient que le Japon a les moyens de se sortir de la crise

«Si l'histoire peut être d'un quelconque enseignement, la croissance réelle du produit intérieur brut sera négativement affectée jusqu'à la mi-2011. La croissance devrait s'accélérer dans les trimestres suivants au fur et à mesure de l'accélération des mesures de reconstruction, qui pourraient s'étaler sur cinq ans», écrit la Banque mondiale.

Moody's partage l'opinion de la Banque mondiale, disant que l'économie japonaise subira une contraction, mais que le gouvernement japonais dispose des moyens financiers pour maîtriser les conséquences d'une catastrophe dont le coût pourrait être le double de celui du séisme de Kobé en 1995.

L'agence de notation précise que ses hypothèses de base pour le Japon n'ont pas varié par rapport à la semaine dernière, à savoir une reprise de la croissance au second semestre 2012, en raison notamment de l'effort de reconstruction.

L'agence pense en outre que les emprunts d'État japonais conserveront la confiance des investisseurs.

Moody's avait dit la semaine dernière qu'il n'y aurait pas de crise budgétaire au Japon dans le sillage de la catastrophe, le marché restant susceptible de financer les déficits.

La Banque mondiale, dans son rapport semestriel sur l'Asie de l'Est, prévoit qu'*«un ralentissement temporaire de la croissance au Japon aura un impact à court terme modeste sur la région»*.

VOIR PAGE B 4: **BANQUE**

L'effet des mégachocs dans une économie mondialisée

ANTOINE REVERCHON

En 1986, l'année de Tchernobyl, le sociologue allemand Ulrich Beck expliquait, dans *La Société du risque* (traduit en français en 2001 chez Aubier), que l'extension des risques est consubstantielle à la mondialisation de l'économie industrielle occidentale, et non le résultat de l'affrontement entre l'homme et une nature dont il doit maîtriser les dangers.

A côté des *«biens»* sont donc produits des *«maux»*, dont la répartition — tout comme, par le passé, celle des biens — devient l'objet central des affrontements sociopolitiques. *«Le caractère indéterminé des aléas et des risques a déjà rendu quasi caduques les politiques de sécurité du complexe financiaro-assurantiel sur lequel repose le capitalisme contemporain»*, déclarait-il dans une interview au *Monde Économie* du 20 novembre 2001.

La triple catastrophe japonaise — séisme, tsunami, nucléaire — confirme cette entrée dans l'ère des *«mégarisques»*, également annoncée par des chercheurs comme Patrick Lagadec (Ecole polytechnique) après les attentats du World Trade Center en 2001.

«Ce n'est pas quelque chose de plus, c'est quelque chose d'autre», écrit-il dans l'ouvrage collectif américain *Megacrisis* (Charles C. Thomas Pub., 2009), où il ne s'agit plus d'un événement et de ses *«effets dominos»*, mais du blocage simultané des différents systèmes économiques et sociaux en raison de la désintégration des réseaux d'interdépendance qui les relient. *«Nous avons été préparés à penser un monde stable, avec des accidents de temps en temps, et à voir les crises comme des moments difficiles à traverser avant de revenir à la normale* (...). *Mais les mégacrises sont le véritable moteur du monde, le principe de son évolution. Nous devons nous préparer à être surpris, et non préparer des plans pour éviter la surprise.»*

160 milliards

Le coût du séisme et du tsunami japonais est, très provisoirement, estimé à 160 milliards de dollars, dont 35 milliards à la charge des assureurs.

Le différentiel devra être pris en charge par la collectivité, et donc par le budget de l'État, y compris le coût d'une aggravation éventuelle de la catastrophe nucléaire. À chaque fois que le coût du risque a, par le passé, menacé d'excéder les capacités de remboursement de l'assurance privée (terrorisme, tempête, typhon, accident nucléaire), l'État a été en effet, à partir d'un certain seuil, appelé à la rescousse.

VOIR PAGE B 5: **MÉGACHOCS**

■ **Qui paie pour les catastrophes naturelles?** ■ **Bilan des catastrophes naturelles et humaines** ■ **Et si le «Big One» devait se produire… – pages B 4 et B 5**

LE MARCHÉ BOURSIER

A

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Aberdeen Asia	58498	7.030	7.010	7.010	0.000
Aberdeen J	43168	0.890	0.850	0.880	+0.030
Aberdeen Wt o	20000	0.200	0.200	0.200	-0.005
AbitibiBowater	4611	26.770	26.050	26.460	+0.210
Absolute Soft	34170	3.620	3.440	3.560	+0.040
Acadian Mng o	14600	0.380	0.350	0.350	-0.030
Acadian Timber	30593	11.750	11.430	11.600	+0.180
Accord Fin	1100	8.040	8.000	8.000	0.000
ACE Aviation V	21545	11.810	11.770	11.810	+0.060
ACE Aviatn A	6460	11.850	11.800	11.850	+0.130
Acuity Small A	8250	7.450	7.300	7.350	+0.060
ADF Group SV	23285	1.800	1.770	1.800	-0.050
Adherex Rt o	770000	0.005	0.005	0.005	0.000
Adherex Tech o	124213	0.035	0.030	0.030	0.000
Adv Oil & Gas	288733	8.360	8.170	8.280	+0.080
Aecon Group	271631	10.030	9.950	10.000	+0.050
Aeroquest Intl	95722	1.040	0.990	1.040	+0.050
Aetema Zantag	34398	1.760	1.710	1.720	-0.020
Africo Res o	3563	1.400	1.310	1.400	+0.050
Ag Growth Intl	32761	50.070	49.540	50.000	+1.200
AGF Mgt B NV	172519	19.230	18.750	19.160	+0.450
Agnico-Eagle	466487	66.400	65.490	65.820	+0.270
Agrium Inc.	1031062	87.430	86.000	86.570	-1.300
AIS Global A	1100	1.200	1.200	1.200	+0.100
AIC Global Pr	5900	9.750	9.600	9.750	+0.320
Ainsworth Lmbr	245186	3.980	3.850	3.900	+0.090
Air Canada Wt	31050	0.840	0.800	0.800	+0.020
Air Cda A VV	708210	2.770	2.710	2.710	+0.010
Air Cda B V	1569475	2.770	2.700	2.700	-0.010
Airboss of Am	6880	7.050	7.000	7.050	+0.040
Akela Pharma o	626107	0.120	0.100	0.110	0.000
Akita Drill NV	1300	10.300	10.250	10.250	-0.430
Alacer Gold J	332283	8.440	8.010	8.430	+0.460
Alamos Gold o	756381	15.810	15.380	15.660	+0.130
Alaris Royalty	31922	12.850	12.740	12.800	+0.100
AlarmForce o	1014	9.910	9.790	9.790	-0.120
AlexaLife Cl A	72664	0.540	0.510	0.520	+0.010
Alexco Res o	291325	8.960	8.710	8.930	-0.920
Alexis Mnrls o	991706	0.140	0.130	0.135	-0.005
Algoma Central	237	96.000	96.000	96.000	+4.000
Algonquin Pwr	240200	5.290	5.140	5.150	-0.030
Alimntatn A MV	50	0.000	0.000	0.000	0.000
Alimntatn B SV	136741	25.740	25.000	25.560	+0.400
Alliance 2 Pr B	900	22.120	22.120	22.120	+0.120
Allbanc Split 2	7152	12.880	12.620	12.800	+0.300
Allbanc Split A	500	35.900	35.890	35.900	0.000
Allbanc Wt A	2400	0.850	0.810	0.810	+0.060
Alld Nvda o	137580	32.210	31.750	32.110	+0.360
Alliance Sm	301372	28.000	26.800	26.900	-1.050
Allied Gld o	16350	0.650	0.650	0.650	+0.020
Allon Thera o	106810	0.440	0.410	0.430	+0.020
Almaden Min	49350	3.800	3.670	3.730	+0.130
Alta Gas Ltd.	165778	25.110	24.850	25.000	+0.080
AltaGas Pr A	3498	25.560	25.450	25.500	-0.150
Alter NRG o	11980	1.460	1.400	1.400	0.000
Altius Mineral	18691	12.950	12.760	12.950	+0.150
Altius Group	24339	12.090	11.770	11.980	+0.070
Amer Bonanza o	8569633	0.390	0.365	0.370	-0.020
Amerigo Res o	244856	1.260	1.150	1.190	-0.030
Amica Mature	9019	7.850	7.810	7.810	-0.030
Amorfix Life o	13450	0.325	0.325	0.325	-0.005
Anaconda Mng o	1085090	0.080	0.075	0.080	0.000
Anderson Exp	1792052	1.340	1.260	1.290	+0.060
Andrew Pell A	3348	8.900	8.750	8.900	+0.100
Angle Energy	282585	8.700	8.500	8.570	+0.010
Antrim Energy o	120941	0.990	0.970	0.990	+0.020
Anvil Mining o	246416	5.890	5.590	5.850	+0.010
Aquila Res o	41321	0.870	0.840	0.840	-0.020
Arbor Mem B	52001	24.510	24.500	24.500	0.000
ARC Resources	507967	27.700	27.210	27.190	-0.230
Argonaut J	286374	4.990	4.780	4.820	-0.080
Argosy Energy	5587	2.700	2.640	2.640	-0.060
ARISE Tech o	457066	0.140	0.135	0.140	0.000
Armistice Res	137400	0.475	0.460	0.460	-0.005
Armtac Infr	4710	16.980	16.600	16.980	+0.110
Arsenal Engy o	580615	0.900	0.840	0.880	+0.030
Artek Expl o	472011	2.260	2.200	2.250	-0.050
Asia Bio-Chem	54950	1.280	1.220	1.250	-0.020
Aston Hill Grw	1000	6.100	6.040	6.100	+0.130
Astra Techn	3340	25.110	24.750	25.070	+0.120
Astral A NV	17447	38.490	38.000	38.200	+0.100
Atco Cl 1 NV	56439	59.200	57.830	59.190	+1.650
Atco Cl II	832	58.500	58.270	58.500	-0.210
Athabasca Oil	6618922	17.150	16.750	16.980	+0.130
Atlantic Pwr	144123	15.250	15.070	15.090	-0.090
Atna Res o	28047	0.570	0.540	0.570	0.000
Atrium Invtns	13695	16.150	16.050	16.110	+0.100
ATS Auto Tmg	13464	7.000	6.890	6.900	-0.100
Augusta Res o	169627	5.130	4.930	5.090	+0.170
Aura Mnrls o	204444	3.390	3.230	3.290	-0.030
Aurizon Min o	197791	7.100	6.910	7.100	+0.200
Aurora O&G J	212150	3.240	2.970	2.970	-0.080
Auryx Gold o	132500	0.840	0.770	0.770	-0.010
AutoCanada Inc	1021	4.750	4.750	4.750	-0.140
Automodular	5200	0.900	0.900	0.900	-0.040
Avalon Rare o	367105	6.590	6.270	6.540	+0.180
Avalon Rare Wt	15500	3.000	2.860	2.960	+0.110
Avcorp Ind	22000	0.070	0.070	0.070	-0.005
AventeX Energy	122418	6.150	6.060	6.120	+0.050
Avion Gold o	705794	1.540	1.490	1.500	-0.040
Avnel Gold o	212700	0.560	0.460	0.510	+0.050
Axia NetMedia	35443	1.600	1.500	1.600	-0.020
Azure Dyna o	4086058	0.285	0.245	0.270	-0.015
B2Gold Corp o	667655	4.730	4.590	4.640	-0.070
Badger Daylight	27530	20.500	20.450	20.480	-0.020
Baffinland o	37892	1.500	1.490	1.490	0.000
Baja Mining o	670218	1.090	1.050	1.070	0.000
Ballard Pwr	203720	2.200	2.150	2.180	+0.060
BAM Split AA 4	5450	26.900	26.810	26.810	-0.080
BAM Split Pr 3	3645	22.250	22.190	22.250	-0.030
BAM Split Pr 5	4200	24.500	24.260	24.420	+0.070
BAM Split AA Pr	450	24.800	24.800	24.800	0.000
Bankers Pete o	1745620	8.640	8.500	8.600	+0.200
Bankers Wt A o	1400	6.410	6.330	6.400	+0.140
Bannmnn Ord o	1796524	0.500	0.460	0.495	+0.070
Banro Corp o	767601	2.790	2.660	2.720	+0.090
Banro Corp Wt	2200	0.720	0.720	0.720	+0.040
Barrick Gold	1677296	49.480	48.830	49.310	+0.440
Bauer Performn	31907	14.150	14.000	14.000	-0.030
Baytex Energy	294234	56.720	55.580	56.670	+0.970
BCE Pr Ser 1	302	23.480	23.430	23.430	+0.030
BCE Inc	1396137	35.520	35.170	35.450	+0.130
BCE Pr Ser AA	4961	24.100	24.000	24.090	+0.010
BCE Pr Ser AB	1565	24.010	23.400	24.000	+0.150
BCE Pr Ser AC	3798	23.700	23.630	23.690	-0.010
BCE Pr Ser R	3870	23.600	23.500	23.500	-0.040
BCE Pr Ser S	3100	23.380	22.830	22.830	-0.370
BCE Pr Ser T	3712	23.590	23.380	23.510	-0.080
BCE Pr Ser Z	1100	23.750	23.750	23.750	+0.020
BCE Ser AE Pr	1305	23.750	23.730	23.750	+0.020
BCE Ser AG Pr	1103	23.380	23.010	23.380	+0.040
BCE Ser AH Pr	1500	23.010	23.000	23.000	0.000
BCE Ser AI Pr	14919	23.350	23.160	23.160	-0.110
Becker S NV	500	10.950	10.950	10.950	0.000
Bell Aliant	203240	26.870	26.660	26.800	+0.140
Bell Alnt Pr A	51840	24.900	24.750	24.850	+0.050
Bellatrix Expl	306363	5.600	5.450	5.480	-0.040
BELLUS Health	156851	0.115	0.105	0.105	-0.005
Bengal Engy o	30000	0.360	0.350	0.350	-0.030
Bengal Engy o	194079	2.030	1.910	2.000	+0.010
Bennett Env	119273	2.170	2.140	2.150	-0.020
Big 8 Pr C	290	12.590	12.590	12.590	+0.130
Big 8 Split A	2000	20.880	20.550	20.980	+0.580
Big Bank Big	3300	14.150	14.000	14.150	+0.150
Big Rock Brew	5550	16.760	16.500	16.760	+0.110
BioExx Spec o	8059356	1.840	1.730	1.750	-0.040
Bioniche Life	79860	1.370	1.290	1.290	-0.050
BioteQ Env o	54100	0.900	0.840	0.850	-0.040
BioWest Thera	40	0.000	0.000	0.000	0.000
BIOX Corp. o	10600	1.310	1.250	1.250	-0.070
Birchcliff Eng	332027	11.250	11.020	11.110	-0.140
Bird Constrn	27065	37.500	36.680	37.500	+0.320
Bk Mon Pr 13	13941	24.680	24.480	24.560	+0.130
Bk Mon Pr 14	12358	25.230	25.160	25.190	-0.020
Bk Mon Pr 15	9428	26.480	26.210	26.300	-0.100
Bk Mon Pr 16	504	26.310	26.220	26.300	-0.030
Bk Montreal	1613739	62.590	62.160	62.460	+0.680
Bk N.S. Pr 12	13161	25.380	25.220	25.280	-0.060
Bk N.S. Pr 13	3719	24.570	24.440	24.450	+0.070
Bk N.S. Pr 14	18968	23.980	23.920	23.920	+0.120
Bk N.S. Pr 15	19900	23.670	23.620	23.620	+0.120
Bk N.S. Pr 16	5909	25.420	25.330	25.370	+0.040
Bk N.S. Pr 17	2983	25.890	25.680	25.890	+0.090
Bk N.S. Pr 18	5613	26.120	26.090	26.120	+0.030
Bk N.S. Pr 20	11854	26.120	26.000	26.080	-0.010
BMO	582206	58.600	57.920	58.120	-0.480
Bk NS 30 Pr	13393	25.140	25.010	25.010	-0.130
Bk NS Pr 22	4654	26.310	26.200	26.290	0.000
Bk NS Pr 26	3519	27.370	27.300	27.320	-0.080
Bk NS Pr 28	3384	27.500	27.320	27.500	+0.020
Bk of Mn Pr 18	5938	27.500	27.340	27.410	-0.040
Bk of Mn Pr 21	2446	27.690	27.610	27.690	-0.090
Bk of Mn Pr 23	6455	26.790	26.690	26.740	+0.010
Bk of Mn Pr 25	63150	24.770	24.700	24.770	+0.020
Bk of Mon Pr 5	7565	25.340	25.240	25.310	+0.020
Bk of NS Pr 32	3981	24.860	24.850	24.850	+0.050
Black Diamond	12482	27.000	25.760	26.000	0.000
BlackPearl o	1252021	7.440	7.180	7.290	+0.080
BMO 2013 Bnd	1500	15.030	15.020	15.020	-0.020
BMO 2015 Bnd	1000	15.100	15.100	15.100	-0.030
BMO 2020 Bnd	1000	15.160	15.160	15.160	-0.040
BMO 2025 Bnd	1000	15.100	15.100	15.100	-0.010
BMO Agg Bnd	67733	15.120	15.080	15.120	+0.010
BMO Agri Comm	9287	15.210	15.050	15.090	+0.090
BMO Base Mtl	2340	15.330	15.330	15.390	+0.080
BMO Bd Hdg Cd	25050	15.360	15.350	15.360	+0.020
BMO China EqHd	4046	15.690	15.620	15.650	+0.310
BMO CrpBond CA	200066	15.940	15.860	15.940	+0.070
BMO Cvrd Call	174450	16.200	16.120	16.200	+0.120
BMO DJ Cda 60	17784	19.250	19.140	19.250	+0.290
BMO DJ Ind Avg	5340	20.980	20.920	20.980	+0.240
BMO Egy Comm	1627	16.970	16.910	16.960	+0.240
BMO Emg Mkt Eq	25107	16.130	15.870	16.130	+0.240
BMO Eq DS Bks	29030	15.250	14.900	14.920	-0.090
BMO Eq US Hlth	1610	17.340	17.240	17.240	-0.010
BMO Eql Wgt Rt	116648	18.111	18.010	18.040	-0.010
BMO Glbl Infr	1147	17.080	17.010	17.060	+0.070
BMO Ind Eq Hd	12363	13.160	13.010	13.130	-0.100
BMO IntlEq CAD	3952	15.430	14.820	14.860	+0.360
BMO Jr Gas ETF	173624	23.190	23.060	23.100	+0.420
BMO Jr Gold Ix	5741	22.990	22.440	22.510	+0.100
BMO Jr Oil ETF	193510	23.190	22.840	23.190	+0.680
BMO Lng Crp Bd	28674	15.760	15.710	15.760	+0.060
BMO Lng Fed Bd	19700	15.200	15.140	15.160	-0.010
BMO Mid Crp Bd	13435	15.290	15.250	15.250	-0.040
BMO Mid Fed Bd	4025	15.230	15.190	15.190	-0.040
BMO Mnth Inc	10443	15.430	15.400	15.430	+0.090
BMO Nsq 100 Eq	27151	17.640	17.390	17.570	+0.330
BMO Prec Mtls	1478	16.670	16.570	16.600	+0.230
BMO Rl Rtrn Bd	11593	15.870	15.870	15.870	+0.010
BMO S&P TSX	4000	18.010	17.810	18.000	+0.370
BMO Srt CrpBnd	22661	14.980	14.940	14.940	-0.030
BMO Srt Fed Bd	3460	14.920	14.890	14.920	+0.020
BMO Srt Prv Bd	12972	14.840	14.810	14.840	+0.010
BMO Sht Eq Hedg	13021	15.110	15.060	15.090	+0.290
BMOMG Eq Hedg	3000	28.520	28.450	28.450	+0.150
BMOMgt Bs Mti	6772	22.180	21.110	22.180	+0.290
BMOMgt Util Ix	9007	16.160	16.050	16.160	+0.110
BMTG Grp A SV	30698	22.980	22.920	22.970	+0.460
BNK Petr J	136665	5.150	4.740	4.770	-0.120
BNS Split II A	4625	15.820	15.680	15.820	+0.290
BNS Split II Pr	1300	19.490	19.490	19.490	+0.230
BNS Split II Wt	5375	1.360	1.300	1.310	-0.010
Boldelh AB Ord	160	19.600	19.600	19.600	+1.700
Bombardier A MV	87710	6.420	6.380	6.420	+0.020
Bombdr 3 Pr	1950	21.000	20.950	21.000	+0.250
Bombdr B SV	2528324	6.490	6.370	6.430	+0.030
Bombdr Sr 2 Pr	10719	18.090	18.000	18.000	-0.090
Bomdr 6.25 Pr	900	23.990	23.850	23.850	0.000
Bonavista Eng	297800	29.810	29.380	29.570	+0.370
Bonterra Engy	35752	62.000	60.750	61.740	+2.660
Boralex Cl A	29353	8.490	8.320	8.370	-0.050
Boyuan Con o	8300	2.050	1.950	2.050	0.000
BPO Prop Pr G	250	15.500	15.500	15.500	0.000
BPO Prop Pr J	1000	15.750	15.750	15.750	0.000
BRC Diamond o	6000	0.140	0.125	0.140	0.000
Breakwater Res	192172	6.130	6.030	6.100	+0.110
Brick Brew o	46700	1.010	0.990	0.990	0.000
Brick Ltd.	87885	2.900	2.810	2.860	+0.060
Brick Ltd. Wt	6900	1.900	1.850	1.900	+0.040
Bridgeport Wt	20000	0.400	0.400	0.400	-0.020
Bridgewater	7603	8.490	8.300	8.300	+0.010
Brigus Gold Wt	200	0.000	0.000	0.000	-0.010
Brigus Gold	382647	1.730	1.550	1.580	+0.060
Brkfield Rn Pr	2710	25.440	25.280	25.440	+0.100
Brmptn Ad O W	1558115	0.270	0.140	0.245	+0.075
Brmptn Adv Wt	36981	0.020	0.010	0.010	0.000
Brmptn Lf A	7385	5.070	5.060	5.060	+0.040
Brmptn O&G Wt	1571264	0.255	0.145	0.245	+0.055
Brmptn Oil	29517	3.030	3.025	3.030	+0.040
Brompton Cl A	7325	13.100	12.990	13.090	+0.180
Brompton Eq A	9100	13.230	13.140	13.230	+0.150
Brompton Pr A	350	10.250	10.250	10.250	-0.100
Brookfd AAA Pr	5984	24.780	24.630	24.780	-0.010
Brookfd Asset	44980	15.100	14.890	15.050	+0.080
Brookfield Prp	720124	16.860	16.520	16.580	+0.030
Brookfld A LV	575534	31.310	30.800	31.150	+0.300
Brookfld P K	1521	24.910	24.880	24.880	-0.120
Brookfld Pr 10	1213	25.440	25.360	25.360	-0.090
Brookfld Pr 11	7575	25.600	25.600	25.600	-0.020
Brookfld Pr 12	1850	26.210	26.030	26.210	+0.110
Brookfld Pr 13	1725	18.990	18.850	18.850	0.000
Brookfld Pr 17	5967	20.950	20.850	20.940	+0.010
Brookfld Pr 18	12833	20.890	20.730	20.860	-0.060
Brookfld Pr 2	5617	19.920	19.850	19.920	+0.010
Brookfld Pr 21	400	25.670	25.670	25.670	+0.120
Brookfld Pr 22	7716	27.350	27.100	27.250	-0.120
Brookfld Pr 24	10492	26.110	25.650	25.650	-0.200
Brookfld Pr 26	5753	24.990	24.750	24.800	+0.070
Brookfld Pr 28	7500	24.950	24.750	24.750	-0.200
Brookfld Pr 4	826	19.100	19.020	19.020	-0.080
Brookfld Pr 9	250	22.790	22.790	22.790	+0.290
Brookfld Pr F	3109	25.540	25.450	25.530	-0.020
Brookfld Pr H	4453	25.150	25.110	25.150	-0.090
Brookfld Pr I	12004	25.140	25.120	25.120	-0.020
Brookfld Pr J	2200	24.950	24.870	24.870	-0.010
Brookfld Pr L	8724	26.220	25.920	26.220	+0.240
Brookfld Pr N	5482	25.800	25.650	25.650	-0.090
Buhler Ind	9000	6.000	6.000	6.000	+0.100
Build Amer Bnd	1500	22.750	22.590	22.750	+0.250
Burcon NuSc o	19503	9.690	9.340	9.630	+0.240

B

Titres	Volume	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Caspian Wt o	169972	0.010	0.010	0.010	-0.005
Catalyst Paper	594019	0.380	0.365	0.370	-0.010
Cathedral Engy	40102	10.190	9.720	10.100	+0.380
Caza O&G J	250	0.000	0.000	0.000	0.000
CCL Ind Cl B	21740	30.760	30.250	30.430	+0.400
Cda Lithium o	1719075	0.730	0.700	0.720	+0.010
Cda Lithium Wt	19100	0.250	0.245	0.250	0.000
Cdn Banc Cl A	34422	12.950	12.580	12.750	-0.060
Cdn Egy Srv Tc	12991	34.230	32.240	33.670	+2.110
Cdn General	2437	20.040	19.800	19.800	+0.230
Cdn Helicopter	8055	17.300	17.000	17.200	+0.200
Cdn High Eq Wt	135865	0.200	0.120	0.175	+0.055
Cdn High Inc Un	167750	12.050	11.980	11.990	+0.050
Cdn Imp Pr 35	6104	27.880	27.700	27.810	+0.160
Cdn Life Cl A	61680	6.210	5.640	6.170	+0.470
Cdn Life Pr A	100	10.220	10.220	10.220	0.000
Cdn Life Sp Rt	241307	0.010	0.010	0.010	+0.005
Cdn Nat Rail	774481	72.980	72.090	72.600	+0.640
Cdn Nat Res	1604164	48.940	48.200	48.710	+0.900
Cdn Oil Sands	1588266	32.450	31.620	32.040	+0.820
Cdn Res Tr Wt	2240	1.100	1.060	1.090	+0.110
Cdn Shield Wt	176252	0.190	0.100	0.170	-0.010
Cdn St Rdio A	74500	3.400	3.200	3.250	-0.250
Cdn Tire A NV	119679	63.650	62.410	63.650	+1.890
Cdn Tire Corp	115	72.000	72.000	72.000	+0.500
Cdn Util A NV	115006	51.110	50.360	51.050	+0.550
Cdn Util Cl B	500	51.000	50.500	51.000	+0.270
Cdn Util Pr W	2200	25.230	25.040	25.230	+0.210
Cdn Util Pr X	1750	25.300	25.240	25.300	+0.060
Cdn World Fnd	105	4.170	4.170	4.170	+0.110
Cdn Wstn Bank	133614	30.220	30.040	30.200	+0.380
Cdn Wstrn Bk W	4400	16.200	16.060	16.200	+0.250
Cdn Wstrn Pr 3	6081	27.950	27.610	27.950	+0.160
Cdn Zinc o	190005	1.170	1.130	1.170	+0.060
CE Franklin	2174	9.870	9.100	9.460	+0.360
Celestica SV	1028846	10.290	10.160	10.210	+0.030
Celtic Expl	192924	20.510	20.250	20.250	-0.260
Cenovus Engy	1048464	37.380	36.730	37.320	+1.320
Centamin Ord	1710220	2.080	2.030	2.070	+0.070
Centerra Gld	254393	16.210	15.900	16.090	+0.090
Centric Hlth o	46204	1.580	1.480	1.480	-0.030
Centurion Engy	1822	10.090	10.050	10.050	+0.040
Ceres Glbl Ag	20027	8.620	8.330	8.450	-0.100
Cervus Equipme	43862	16.000	15.950	16.000	+0.050
CGA Mining o	302583	3.070	2.990	3.060	+0.070
CGI Grp A SV	5228895	19.850	19.360	19.820	+0.420
Chalice Gold o	1000	0.550	0.520	0.550	+0.030
Champion Mnl o	250148	2.450	2.340	2.380	0.040
Chartwell Tech	4600	0.750	0.750	0.750	-0.030
Chateau A SV	9156	10.850	10.760	10.760	-0.040
Chesswood Grp	14610	7.990	7.730	7.900	+0.310
China Gold o	139552	5.830	5.660	5.820	+0.160
Chinook Energy	110062	2.050	2.020	2.030	+0.080
Chorus Aviatn A	63676	5.210	5.160	5.160	+0.010
Chorus Aviatn B	355253	5.230	5.190	5.200	+0.040
Churchill Cl A	33437	19.620	19.260	19.620	+0.350
Ci Financial	1077571	22.980	22.580	22.850	+0.270
CIBC	1276727	83.580	82.560	83.390	+1.330
CIBC Pr 18	2837	25.480	25.240	25.480	+0.100
CIBC Pr 26	1953	25.730	25.630	25.720	+0.010
CIBC Pr 27	3604	25.900	25.470	25.600	+0.060
CIBC Pr 29	9600	25.470	25.370	25.470	+0.020
CIBC Pr 30	7620	24.860	24.370	24.750	+0.110
CIBC Pr 31	6486	24.430	24.150	24.310	+0.140
CIBC Pr 33	2850	26.750	26.600	26.750	+0.210
CIBC Pr 37	1103	27.990	27.750	27.910	+0.100
CIBC Ser 32 Pr	19211	24.120	23.890	23.890	+0.010
CIC Energy o	36900	4.400	4.180	4.400	+0.130
Cinch Engy o	344337	1.130	1.090	1.100	0.000
Cineplex Inc.	60278	23.830	23.380	23.640	-0.040
Cipher Pharma	10500	1.080	1.030	1.030	-0.060
Citadel Inc Wt	4178	0.050	0.050	0.050	0.000
Claude Res	475482	2.460	2.360	2.400	-0.060
Claude Res Wt	13400	1.340	1.290	1.340	+0.060
Clay 1-5Crp Ad	26993	20.400	20.360	20.360	-0.080
Clay 1-5Yr Crp	48355	20.410	20.390	20.400	-0.030
Clay Bal Adv	602	15.860	15.750	15.860	+0.390
Clay Bal In Ad	588	19.200	19.170	19.170	+0.160
Clay Bal In Gr	2056	15.760	15.760	15.800	+0.060
Clay Bal Inc	300	19.210	19.210	19.210	+0.100
Clay Brd Adv	975	24.030	24.030	24.030	+0.160
Clay Brd Comm	8047	24.130	23.970	24.060	+0.090
Clay Brd Grm	11357	34.130	34.000	34.020	+0.390
Clay Brd Emg A	13358	33.800	33.790	33.790	+1.130
Clay BRIC Adv	1653	30.920	30.810	30.850	+0.450
Clay BRIC ETF	50722	31.320	31.160	31.210	+0.370
Clay C Div Adv	7871	21.240	21.060	21.240	+0.270
Clay CDN Div	39826	22.290	22.110	22.290	+0.210
Clay Cdn F ETF	50238	12.960	12.890	12.960	+0.140
Clay Cdn Fin A	30200	7.120	7.090	7.100	+0.030
Clay Cdn Fn Un	23493	7.230	7.200	7.230	+0.050
Clay China ETF	785	20.160	19.930	20.160	+0.190
Clay Glbl Eng	2180	23.650	23.560	23.650	+0.330
Clay Hi Yld Ad	2350	21.090	20.910	21.090	+0.170
Clay Hi Yld Bd	28470	21.110	21.000	21.100	+0.100
Clay Inftr Un	8138	18.380	18.290	18.380	+0.380
Clay Intl Adv	1500	14.060	14.050	14.060	+0.140
Clay Intl ETF	13604	14.320	14.100	14.270	+0.170
Clay JapC Adv	100	8.510	8.510	8.510	+0.410
Clay JapC ETF	119971	8.890	8.470	8.890	+0.690
Clay Oil Sands	13495	21.750	21.530	21.750	+0.380
Clay Pf Est Un	720	17.170	16.560	17.170	+0.610
Clay S&P Pr Ad	3384	17.350	17.250	17.330	0.000
Clay S&P Pr Un	49520	17.350

ÉCONOMIE

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des profits en baisse, mais tout de même supérieurs à la moyenne

Le retour des voyageurs d'affaires et l'arrivée des touristes des économies émergentes aideront les transporteurs aériens canadiens

ÉRIC DESROSIERS

Le retour des voyageurs d'affaires et des touristes américains ainsi que l'augmentation des nouveaux visiteurs des pays émergents aideront les transporteurs aériens du Canada à maintenir un niveau de profit plus élevé qu'à l'habitude les prochaines années, prédit le Conference Board du Canada.

Ces profits seront toutefois inférieurs à leur niveau record atteint l'an dernier, note l'organisme de recherche dans son dernier rapport semestriel sur les perspectives de l'industrie du transport aérien dévoilé hier. *«Les mesures de contrôles des coûts mises en œuvre durant la récession ont contribué à faire décoller les profits des compagnies aériennes dès que les ventes ont commencé à se redresser en 2010*, a expliqué son auteur, Maxim Armstrong. *Mais avec des coûts qui rattrapent vite les recettes, ces niveaux de profitabilité ne pourront pas durer. Cela dit, les profits n'en demeurent pas moins élevés par rapport à ce qu'on a l'habitude de voir dans l'industrie.»*

De 542 millions en 2007, ces profits avaient d'abord baissé à seulement 70 millions l'année suivante et s'étaient transformés en pertes de 392 millions en 2009 avant de connaître un rebond spectaculaire et se hisser à 1,237 milliard l'an dernier, rappelle le Conference Board. Ils devraient baisser cette année aux alentours de 785 millions pour des revenus totaux de 16,3 milliards. Ils se maintiendront ensuite dans ces parages deux autres années avant de se remettre à grimper à 816 millions en 2014 et à 904 millions l'année d'après pour des revenus totaux d'environ 20 milliards.

Compagnies, États-Unis et Chine

Le ralentissement de la création d'emplois et le haut niveau d'endettement des ménages canadiens inciteront ces derniers à faire preuve de plus de retenue en matière de dépenses coûteuses et non essentielles comme les voyages. La reprise économique incite heureusement les entreprises à assouplir leurs mesures d'austérité adoptées durant la crise et remplir à nouveau les très payantes places en classe affaires des avions.

On assiste aussi à un renversement de tendance depuis plusieurs mois du côté des voyageurs en provenance des États-Unis. En baisse constante depuis 2004, à cause de la dépréciation de leur devise par rapport au dollar canadien, puis de la crise, leur nombre a augmenté de 18 % entre mai 2009 et novembre 2010.

Les autres voyageurs étrangers se font également plus nombreux, particulièrement ceux en provenance des économies émergentes comme la Chine (+ 32 % en 2010) et l'Inde (+ 25 %). On estime, par exemple, que 17 000 Chinois viennent visiter le Canada chaque mois. Ce nombre était de 15 000 avant la crise et avant que Pékin n'accorde au Canada le statut de «destination autorisée» à la fin de 2009. Ces nouveaux visiteurs d'Asie arrivent alors que l'on observe depuis environ 15 ans un déclin constant du nombre de visiteurs du Japon.

Prix de l'essence et des billets

Cette nouvelle clientèle aidera les compagnies aériennes à faire face notamment à l'augmentation des prix du carburant. Comptant pour environ le quart des frais d'exploitation, ce prix a augmenté de 18 % seulement au cours des six derniers mois et n'est pas près de baisser. La force du dollar canadien et la concurrence féroce que se livrent les compagnies entre elles empêcheront ces dernières de compenser ces hausses par des augmentations importantes du prix de leurs billets. Le Conference Board dit s'attendre à une augmentation annuelle moyenne de 1,8 % au cours des prochaines années comparativement à un taux d'inflation de 2,1 %. *«L'industrie devra attendre plusieurs années avant que ses prix ne retrouvent leurs sommets d'avant la crise»*, dit le rapport.

Des 105 millions de personnes ayant pris un avion l'an dernier au Canada, environ 60 % l'ont fait pour des vols intérieurs. Air Canada demeure le poids lourd des transporteurs aériens canadiens. Son ancienne société mère, ACE Aviation, trônait au premier rang en 2009 avec des revenus de 8,2 milliards, contre 3,5 milliards pour Air Transat, 2,3 milliards pour WestJet, et 1,5 milliard pour Jazz Air.

Le Devoir

Françoise Bertrand présidera le c.a. de Quebecor

La présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand, devient présidente du conseil d'administration de Quebecor, tandis que Serge Gouin prend les rênes de celui de TVA.

Mme Bertrand siège au conseil de Quebecor depuis 2003. Elle est d'ailleurs présidente du comité de rémunération et membre du comité de régie d'entreprise du conglomérat médiatique.

Avant de prendre la direction de la FCCQ, elle a notamment été présidente du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et p.-d.g. de Radio-Québec.

Mme Bertrand succède à Jean Neveu, décédé subitement le 12 mars dernier.

Cet ancien collaborateur de Pierre Péladeau occupait aussi le poste de président du conseil d'administration de TVA, dont hérite Serge Gouin.

M. Gouin siège au conseil du télédiffuseur depuis 2001. Il en a déjà été le président par intérim, de juin 2004 à septembre 2005. Il a également dirigé la société Quebecor Média de mars 2004 à mai 2005. Il est d'ailleurs président du conseil de cette société.

Au cours de sa carrière, l'homme d'affaires a été président de Vidéotron et p.-d.g. de Télé-Métropole, qui font aujourd'hui toutes deux partie de Quebecor Média.

La Presse canadienne

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Françoise Bertrand

Le Canada a besoin d'une stratégie nationale de l'énergie, selon Shell

LAUREN KRUGEL

ARCHIVES REUTERS

Calgary — Le Canada se doit d'établir une stratégie nationale de l'énergie s'il souhaite se hisser au rang de superpuissance énergétique mondiale, a estimé hier le géant du gaz et du pétrole Shell.

Le pays compte de nombreux atouts en ce qui a trait au secteur de l'énergie, soit un marché ouvert et fiable, les deuxièmes plus importantes ressources pétrolières au monde de même que les troisièmes plus importantes réserves de gaz naturel de la planète, a affirmé la présidente de Shell Canada, Lorraine Mitchelmore.

Néanmoins, le Canada doit mettre en place un plan plus cohérent s'il entend devenir un joueur de premier plan sur la scène mondiale, a déclaré Mme Mitchelmore à des journalistes, alors que l'entreprise anglo-néerlandaise soulignait 100 ans de présence au Canada.

«À mes yeux, toutes ces choses mises ensemble ont besoin d'une approche nationale, un plan national, parce que cela permet au Canada d'être concurrentiel dans l'espace mondial», a-t-elle dit.

Certains Canadiens de l'ouest du pays frémissent sans doute encore lorsqu'ils voient les mots *«énergie»* et *«national»* l'un à côté de l'autre, à cause du controversé Programme énergétique national (PEN) créé par le gouvernement Trudeau en 1980.

Le PEN visait à protéger le Canada contre la poussée des cours mondiaux du pétrole en contrôlant les prix et en augmentant la maîtrise exercée par le pays sur la propriété des ressources énergétiques. Cependant, il était perçu en Alberta comme une intrusion d'Ottawa qui privait les producteurs canadiens d'une occasion de tirer profit de toute hausse des cours.

Mme Mitchelmore a affirmé que ce que Shell proposait n'avait rien à voir avec le PEN.

«Il s'agit de création de la richesse, et de prendre ce que le Canada a comme avantage concurrentiel et de le transformer en avantage économique à l'avenir», a-t-elle affirmé.

Une stratégie nationale de l'énergie devrait inclure des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, a estimé Mme Mitchelmore, qui croit également que le Canada devrait se tourner vers les marchés étrangers afin d'y exporter le pétrole et le gaz produits au pays.

L'agitation qui secoue depuis quelque temps le monde arabe et les pays nord-africains producteurs de pétrole met en évidence le statut du Canada à titre de source d'énergie fiable, a affirmé Shell dans un communiqué plus tôt en journée.

Shell Canada, dont le siège se trouve à Calgary, exploite les sables bitumineux de Muskeg River, au nord de Fort McMurray, en Alberta, et entend accroître sa présence au pays lors des années à venir.

La Presse canadienne

LE CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

À l'occasion du 50e anniversaire d'Amnistie internationale

Salil Shetty

Secrétaire général,
Amnistie internationale

L'évolution des technologies de l'information et les droits humains

Les nouvelles technologies de l'information modifient la façon de s'informer et d'informer, ce que les récentes crises dans le monde arabe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont clairement démontré. Certains observateurs ont même parlé de révolutions Facebook et Twitter. Dans le cadre du 50ème anniversaire d'Amnistie Internationale, M. Shetty parlera du rôle crucial que jouent les nouveaux médias dans la défense et la promotion des droits humains aujourd'hui.

Mercredi 30 mars 2011 de 12 h à 14 h

Déjeuner-causerie • Sofitel Montréal • 1155, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec)

Avec l'appui de :

SNC·LAVALIN · RioTintoAlcan · Hydro Québec · LE DEVOIR · Droits et Démocratie Rights & Democracy · CSN

Inscriptions : **www.corim.qc.ca** • Informations : **514-340-9622**

ÉCONOMIE

Régimes volontaires d'épargne-retraite

Sun Life a une pensée pour les PME

Il faut minimiser les coûts pour les entreprises, dit Isabelle Hudon

FRANÇOIS DESJARDINS

L'éventuelle création de *«régimes volontaires d'épargne-retraite»* (RVER) pour les salariés qui n'en ont pas est une bonne chose, dit la Sun Life sans surprise, mais leur mise en place nécessitera une certaine prudence afin de ne pas brusquer les petites et moyennes entreprises.

Dans son budget du 17 mars, le ministre des Finances a indiqué que chaque employeur sera obligé d'offrir à ses employés la possibilité de cotiser à un RVER. Les sommes récoltées pourront être déduites à la source et seront remises à une compagnie d'assurance, qui aura la responsabilité de les faire fructifier.

Les mesures devraient être implantées *«le plus rapidement possible»*, a dit hier sa présidente au Québec, Isabelle Hudon. *«Mais il faut que des paramètres soient mis en place correctement, et il faudra faire attention pour ne pas mettre trop de pression sur les plus petites entreprises.»*

«Je comprends très bien les coûts de l'administration d'une PME de cinq ou dix employés, ça peut devenir complexe. Mais avec le style de régime annoncé par le gouvernement et avec les lois qu'on a au Québec, je pense qu'on peut minimiser de beaucoup la pression de la charge administrative pour les employeurs.» Mme Hudon s'exprimait en marge d'une allocution qu'elle a prononcée au Cercle canadien de Montréal.

Lors de la présentation du budget jeudi dernier, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante avait manifesté certaines préoccupations à cet égard.

De façon spécifique, chaque employeur devra choisir une compagnie d'assurance capable d'offrir un RVER. Au cours de la prochaine année, les assureurs vont donc rendre visite aux employeurs pour les convaincre de retenir leurs services.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Présidente québécoise de la compagnie Sun Life, Isabelle Hudon se réjouit de l'implantation des régimes volontaires d'épargne-retraite. Elle pense toutefois qu'il faudra être compréhensif avec les plus petites entreprises.

S'il sera obligé d'offrir un RVER à ses employés, l'employeur ne sera pas obligé, toutefois, d'y contribuer. Quant à l'employé, il sera automatiquement inscrit, mais pourra exercer un droit de retrait s'il a déjà un REER, par exemple, ou un autre régime ailleurs.

Mme Hudon a dit que l'industrie de l'assurance est heureuse de voir cette inscription automatique avec possibilité de retrait, car un système basé sur une inscription volontaire n'entraînerait pas autant de cotisants. Il est convenu que l'industrie a tout intérêt à maximiser le nombre de clients.

Cependant, des changements législatifs sont nécessaires avant de permettre la création des RVER. Québec espère que le budget Flaherty, présenté aujourd'hui à 16h, mentionnera que le gouvernement fédéral va légiférer en conséquence. D'ailleurs, Ottawa et les provinces se sont rencontrées en décembre 2010 et le fédéral s'était engagé à le faire. En parallèle, Québec discute aussi avec les autres provinces au sujet d'une harmonisation des règles.

Le budget Bachand a indiqué que plusieurs éléments restaient à préciser, dont les choix de placement offerts, la liquidation de l'épargne au moment de la retraite, les modes d'adhésion au RVER et la possibilité de transférer les sommes accumulées entre les régimes.

Le jour du budget Bachand, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante avait apporté un bémol à l'annonce des RVER.

«Le gouvernement imposera aux entrepreneurs l'obligation d'offrir un régime de pension agréé collectif à leurs employés», avait indiqué dans un communiqué Martine Hébert, vice-présidente, Québec, de la FCEI.

«Bien que les entrepreneurs ne soient pas tenus de cotiser, nous sommes convaincus que cela pavera inévitablement la voie à une obligation éventuelle. Même si nous sommes conscients de l'importance d'assurer un revenu de retraite aux travailleurs, c'est clair que le présent budget ne comporte rien pour donner un second souffle aux entrepreneurs québécois et leur permettre de créer plus d'emplois et de bonifier les conditions de leurs employés», a-t-elle ajouté.

Politique

Par ailleurs, Mme Hudon, que la machine à rumeurs a fréquemment envoyée dans l'arène municipale comme candidate à la mairie de Montréal, ne semble pas pressée de se lancer en politique.

«Je suis très, très heureuse ici, a-t-elle dit. *Je suis très transparente au sujet de ma passion pour Montréal. Mais ce n'est pas le bon moment. Je ne sens pas que ma place est en politique.»*

Le Devoir

Qui paie pour les catastrophes?

Ce sont les États, aujourd'hui surendettés, qui paient la note

ADRIEN DE TRICORNOT

Une seule estimation est aujourd'hui certaine: *«Le coût final d'une catastrophe de l'ampleur de celle subie par le Japon revient essentiellement à l'État»*, explique Sylvain Broyer, adjoint au chef économiste de Natixis. Ainsi, précise-t-il, *«sur les 150 milliards de dollars de dommages causés par le tremblement de terre de Kobe — 1995 —, les assureurs locaux ont couvert 3 milliards et les banques privées ont prêté 9 milliards à la préfecture de Hyogo et à la ville de Kobe»*...

«Dans tous les pays, les infrastructures publiques — routes, ponts... — sont assurées par l'État, si bien qu'une part significative du coût des catastrophes lui revient automatiquement», ajoute Denis Kessler, p.-d.g. du réassureur Scor. *«L'État peut aussi garantir d'autres risques, comme au Japon, où il partage avec le secteur privé les risques sur les logements. Ceci est le résultat de décisions politiques»*, ajoute M. Kessler. Mais il est particulièrement exposé dès que le secteur privé ne peut y faire face seul. *«Pour assurer des risques extrêmes — de catastrophe naturelle, nucléaire ou terroriste —, la loi crée des pools public-privé, qui sont une exception aux règles de la concurrence interdisant les ententes. L'État peut être membre d'un pool, lui donner sa garantie ou assurer une tranche des risques. Afin de lisser la charge des indemnisations qui dépasseraient ses limites, le pool peut s'endetter avec la garantie de l'État ou disposer d'une garantie illimitée de l'État moyennant une prime de réassurance, comme le pool français Gareat — risque terroriste»*, décrit M. Kessler.

Au Japon, la charge budgétaire supplémentaire liée à la reconstruction ou aux indemnisations s'ajoutera à une dette publique record. Son montant brut était estimé à 225,9 % du produit intérieur brut (PIB) du pays à la fin 2010 et son montant net — défalqué des avoirs publics — à 120,7 %, selon le Fonds monétaire international (FMI). S'ils subissaient un événement comparable, les États-Unis (92,7 % de dette brute et 65,8 % de dette nette) et la zone euro (84,1 % et 67,4 %) semblent, par comparaison, plus favorisés. Mais *«les réserves de change accumulées par la banque centrale du Japon atteignent 1000 milliards de dollars — soit 707 milliards d'euros, 20 % du PIB. Le pays a donc du de l'argent comptant. Il le génère grâce à de très forts excédents commerciaux»*, explique M. Broyer.

La reconstruction est plus problématique pour la Réserve fédérale américaine que pour le Japon

Mobiliser dans l'urgence

De plus, ajoute-t-il, *«la question est de savoir comment sont financés les économies et les États»*. L'endettement de l'État nippon repose quasi exclusivement sur l'épargne domestique. *«A contrario, aux États-Unis, en France ou en Allemagne, environ 70 % de la dette publique est absorbée par l'épargne étrangère. Il est plus difficile de mobiliser dans l'urgence des masses de capitaux étrangers. C'est une des raisons pour lesquelles, après les attentats du 11 septembre 2001, toutes les banques centrales s'étaient concertées pour intervenir ensemble afin de soutenir les États-Unis»*, explique M. Broyer.

Aujourd'hui, cependant, le statut du dollar est fragilisé. La Réserve fédérale américaine (Fed) crée de la monnaie pour acheter massivement des bons du Trésor et éviter une remontée des taux d'intérêt: elle a absorbé 70 % des nouvelles émissions en 2010. Et c'est *«le Japon* [qui] *a été, en 2010, le premier acquéreur étranger de bons du Trésor américain, pour 125 milliards d'achats nets — soit 16 % des 777 milliards de dollars d'achats étrangers —, contre 51 milliards pour son voisin chinois. Le financement de la reconstruction japonaise — qui va réorienter l'épargne vers les investissements domestiques — pose paradoxalement un problème peut-être plus épineux pour la Fed que pour la Banque du Japon...»*, prévoit M. Broyer. Comme dans la zone euro, qui connaît aussi des tensions budgétaires fortes, une charge budgétaire exceptionnelle risquerait d'accroître dangereusement la pression sur le marché obligataire. *«Face à de très grands risques — une météorite qui s'écraserait sur Paris, par exemple —, la solution ne pourrait pas être nationale, il faudrait faire jouer tous les systèmes de solidarité»*, conclut M. Kessler. Le pire est prévu... mais pas financé.

Le Monde

EN BREF

Coût: 1,2 milliard

Zurich — Le réassureur helvétique Swiss Re a estimé ses coûts occasionnés par le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon à 1,2 milliard de dollars avant impôt, mais ce chiffre pourrait être révisé à la hausse, a-t-il annoncé hier. Les dommages causés à la centrale nucléaire de Fukushima ne devraient pas produire une perte directe «*importante*» pour les assureurs, les installations nucléaires n'étant pas assurées contre les séismes et les incendies provoqués par des tremblements de terre et des tsunamis, a précisé le groupe zurichois dans un communiqué. Swiss Re, l'un des leaders mondiaux du secteur avec l'allemand Munich Re, a souligné qu'il demeurait «*engagé*» envers le Japon.
– *Agence France-Presse*

BANQUE

SUITE DE LA PAGE B 1

Elle y relève à 8,2 % sa prévision de croissance 2011 pour les pays en développement de la région, au lieu de 7,8 % précédemment, après 9,6 % en 2010. Le Japon, précise-t-elle, représente 9 % des échanges extérieurs régionaux.

Les premières estimations privées des dégâts du séisme et du tsunami au Japon, citées par la Banque mondiale, varient dans une fourchette de 122 à 235 milliards de dollars, à comparer aux 100 milliards de dollars qu'avait coûtés le séisme de Kobé.

Voix discordantes

Plusieurs banques centrales asiatiques ont déjà relevé leur taux, voire dans certains cas ont laissé la monnaie s'apprécier afin de lutter contre l'inflation.

Mais depuis le séisme du 11 mars, de nombreuses monnaies asiatiques ont plongé à mesure que les investisseurs se réfugiaient vers le dollar, le temps d'évaluer l'impact de la catastrophe sur la croissance régionale.

La position rassurante de la Banque mondiale sur l'impact du séisme ne fait toutefois pas l'unanimité.

Le ministre des Finances de Singapour, qui s'exprimait lors d'une conférence de l'organisme du FMI dans la ville-État, a estimé que l'impact du séisme serait plus long en raison de l'aspect nucléaire de la crise.

Les dégâts causés aux centrales nucléaires japonaises ne seront pas résolus avant des mois, ce qui va réduire la confiance des consommateurs et des entreprises, a estimé Tharman Shanmugaratnam.

La banque Citigroup a par ailleurs estimé que la perturbation de l'industrie manufacturière mondiale dans la foulée du séisme serait *«plus grave qu'initialement prévu»* et que la Thaïlande était le pays dont la croissance souffrirait le plus de la crise.

Les entreprises thaïlandaises dépendent fortement de la production au Japon de composants pour les secteurs de l'électronique, des moteurs de véhicules et des produits chimiques.

L'Inde, l'Indonésie et la Chine paraissent en revanche mieux protégées.

Reuters

Bilan des catastrophes naturelles et humaines

■ Quel est le bilan des catastrophes naturelles pour 2010?

Elle a été, après 2007, l'année qui a connu le plus grand nombre de sinistres pour des causes naturelles (960) depuis 1980, selon le réassureur Munich Re. Les pertes humaines se sont élevées à 295 000 morts (dont 222 750 pour le séisme d'Haïti), chiffre le plus élevé depuis 1983. Les pertes économiques totales ont atteint 150 milliards de dollars soit 106 milliards d'euros — dont un tiers résultant de quatre tremblements de terre: Haïti, Chili, Chine et Nouvelle-Zélande. Le montant des dommages assurés a été de 37 milliards.

■ Quels ont été les principaux accidents industriels entre 1970 et 2010?

La catastrophe «humaine» [par opposition aux catastrophes naturelles] qui a fait officiellement le plus de victimes depuis quarante ans est la rupture d'un barrage à Morvi (Inde) le 11 août 1979: 15 000 morts. L'explosion, le 3 décembre 1984, de l'usine chimique d'Union Carbide de Bhopal (Inde) a causé officiellement 6 500 morts, mais le nombre de victimes s'élèverait à plus de 10 000. En 1989, Union Carbide a été condamnée à payer 470 millions de dollars d'indemnités, six fois moins que la somme demandée par l'État indien. Le 21 décembre 1987, la collision entre un ferry et un pétrolier aux Philippines fait 4 375 victimes. L'attentat du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center fait 2 982 victimes et coûte plus de 22 milliards aux assureurs. Ceux-ci ont déboursé plus de 3,5 milliards de dollars, et l'entreprise BP 16,9 milliards, pour l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon, le 20 avril 2010 dans le golfe du Mexique. L'incendie de la plateforme Piper Alpha, le 6 juillet 1988 en mer du Nord (167 morts), a coûté 3,6 milliards de dollars aux assureurs, et l'explosion de l'usine chimique AZF de Toulouse, le 21 septembre 2001 (30 morts), plus de 2 milliards d'euros.

■ La catastrophe japonaise peut-elle faire rechuter l'économie mondiale?

La flambée des prix des matières premières, la remontée des taux à long terme, les politiques budgétaire et monétaire moins expansionnistes — sauf aux États-Unis — pèsent déjà. *«Les premiers signes d'un fort ralentissement de l'activité sont déjà apparus en Chine, au Japon avant le séisme, et devraient maintenant se matérialiser rapidement en Occident. La catastrophe que vit le Japon aura un impact aggravant, mais marginal, et ne devra pas être utilisée comme un bouc émissaire...»*, estime Sylvain Broyer, de Natixis.

Le Monde

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites **avant 16h00** pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:
Réservations avant **12 h 00 le vendredi**

Publications du mardi:
Réservations avant **16 h 00 le vendredi**

Tél.: **514-985-3344** *Fax:* **514-985-3340**

Sur Internet :
www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics
www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres

Courriel : **avisdev@ledevoir.com**

Association québécoise des troubles d'apprentissage

« J'ai bûché très fort pour réussir mes études... j'apprenais différemment! »

www.aqeta.qc.ca

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 500-22-179547-115

COUR DU QUÉBEC

SERVICES DE FINANCEMENT TD INC., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires 4605, boul. Lapinière, Suite 300, à Brossard, district judiciaire de Longueuil, province de Québec, J4Z 3T5;
Partie demanderesse

c.

FRANCE BEAUDET,
de domicile inconnu;
Partie défenderesse

ASSIGNATION

ORDRE est donné à **FRANCE BEAUDET** de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1, rue Notre-Dame est, à Montréal, au local 1.120, dans les 30 jours de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

La requête introductive d'instance sera présentée devant le tribunal le 27 avril 2011, à 9 h 00, en salle 2.06, au Palais de justice de Montréal.

Une copie de la requête introductive d'instance a été remise au greffe à l'attention de **FRANCE BEAUDET.**

À Montréal, ce 18 mars 2011

ANNIE OUELLETTE
GREFFIER

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
CAUSE NO : 500-22-179614-113

COUR DU QUÉBEC
(CHAMBRE CIVILE)

CANACCEDE INTERNATIONAL GROUP
Demanderesse
c.
MARTIN LAJOIE
Défendeur

ASSIGNATION

ORDRE est donné à **MARTIN LAJOIE** de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, dans les 30 jours de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR;

À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai.

Soyez avisé que la présente REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN RECOUVREMENT D'UNE CRÉANCE, AVIS À LA PARTIE DÉFENDERESSE, DEMANDE DE TRANSFERT RELATIVE À UNE PETITE CRÉANCE, LISTE DE PIÈCES, PIÈCES P-1 À P-5 sera présentée pour décision devant le tribunal le 29 avril 2011, à 9h00, en salle 2.06, au palais de justice de Montréal.

Une copie de la procédure décrite ci-dessus a été laissée au greffe de cette cour à l'intention de **MARTIN LAJOIE.**

Montréal, le 17 mars 2011

MARIE-FRANCE DEVLIN
GREFFIER ADJOINT

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 500-12-308194-111

COUR SUPÉRIEURE
Chambre de la famille
(Divorces)

HONGMIAO LU
Demandeur
c.
SASKIA BELLA EVA LUCILLE BERGERON-NOLTE, de domicile et résidence inconnus
Défenderesse

ASSIGNATION

ORDRE est donné à la défenderesse **Saskia Bella Eva Lucille Bergeron-Nolte** de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, salle 1.120 dans les 30 jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.
La requête introductive d'instance sera présentée devant le tribunal le **10 mai, 2011 à 9 heures en salle 2.17** du Palais de justice de Montréal.
Une copie de la requête introductive d'instance en divorce a été remise au greffe à l'intention de la défenderesse Saskia Bella Eva Lucille Bergeron-Nolte.
Montréal, 18 mars 2011
Annie Ouellette
Greffière adjointe

Prenez avis que Sipa Deb dont l'adresse du domicile est le 2485 Grand Trunk, #4, Montréal, Qc., H3K 1M9 présentera au Directeur de l'État Civil une demande pour changer son nom en celui de Aysha Begum Razzak.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE LAVAL
NO: 540-12-016424-103

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre de la famille)
Division des Divorces

KHULOOD AL-MUSSWI
Partie demanderesse
c.
ALAA AL-MUSSWI
Partie défenderesse

ORDONNANCE

AVIS est donné à la partie défenderesse que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour supérieure du district de Laval une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et de l'avis au défendeur ont été laissés à l'intention de la partie défenderesse, au greffe du Tribunal, au Palais de justice de Laval, situé au 2800 Ouest, boulevard St-Martin. Il est ordonné à la partie défenderesse de comparaître dans un délai de 40 jours de la publication de la présente ordonnance.

À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai.

Soyez aussi avisée que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal **le 31 mai 2011, à 8h45, en salle 2.02, au Palais de justice de Laval, 2800 boul. St-Martin Ouest**.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE

Laval, ce 15 mars 2011.

JOSIANE HAMELIN, GREFFIER

ST-AUBIN & ASSOCIÉS
Tél. : (450) 680-6210
Me Donato Centomo, avocat

Un don d'espoir pour la vie
ARMÉE DU SALUT
1-877-488-4222
www.ArmeeduSalut.ca

ÉCONOMIE

LUCY NICHOLSON REUTERS

Los Angeles par un soir de pleine lune.

CALIFORNIE

Et si le « Big One » devait se produire...

CLAUDINE MULARD

Les images du tremblement de terre au Japon déclenchant un tsunami, puis un danger de contamination nucléaire, sensibilisent particulièrement les Californiens, puisque c'est ici qu'on prédit le *«Big One»*, un séisme frappant des zones industrielles et résidentielles denses, causant des dizaines de milliards de dollars de dégâts. La seule paralysie des ports à la suite d'un tsunami coûterait de 7 à 40 milliards de dollars à l'économie de la Californie, d'après des chercheurs de l'université de Los Angeles.

«La catastrophe du Japon va coûter au moins 100 milliards de dollars aux compagnies d'assurances», estime, provisoirement, Erwann Michel-Kerjan, spécialiste de l'analyse des risques au Risk Management and Decision Processes Center de la Wharton School (Pennsylvanie), un centre consacré au développement de stratégies de réponses aux risques catastrophiques. *«Il se peut qu'elle devienne le séisme le plus coûteux de l'histoire de l'assurance.»*

Un effet post-tsunami

Cette *«tempête parfaite»*, selon le mot de M. Michel-Kerjan, cumule trois risques pour les assureurs: le séisme, les inondations et la contamination nucléaire. Typiquement, ces risques sont couverts par des assurances privées jusqu'à certaines limites, au-delà desquelles un pool d'assureurs se met en place, souvent eux-mêmes réassurés par un pool international.

«Mais après, il n'y a plus rien pour assurer le risque et, si on en arrive là, c'est que le système a sauté !», assure l'analyste, précisant que l'Europe ou les États-Unis encourent ce risque davantage que le Japon, *«un pays dont, pour des raisons historiques, les assureurs participent moins aux pools internationaux. Peu d'assureurs étrangers sont impliqués dans la couverture du risque, en tout cas nucléaire, au Japon»*. En revanche, le risque tremblement de terre y est couvert par un grand nombre de catastrophe bonds, produits financiers qui transfèrent le risque aux marchés. Les investisseurs s'attendent donc à de lourdes pertes.

Si la Californie était ravagée par un tremblement de terre, qui financerait sa reconstruction?

Les Californiens, pour s'assurer contre le risque d'un tremblement de terre, doivent pour leur part contracter une couverture supplémentaire à l'assurance de leurs biens immobiliers. Après le tremblement de terre de Northridge en 1994, les assureurs privés se sont retirés du marché et l'Etat a dû créer la California Earthquake Authority (CEA), qui fournit une couverture, avec restrictions et plafonds. Actuellement, seulement 12 % des Californiens sont assurés contre les risques sismiques. Les entreprises sont mieux protégées, mais si le *«Golden State»* était ravagé par un tremblement de terre, qui financerait sa reconstruction?

Les Californiens peuvent-ils se permettre de courir pareil risque? Déjà, les assureurs remarquent un effet post-tsunami, avec un regain de signatures de contrats d'assurances, comme ils ont constaté un effet post-Katrina, où le National Flood Insurance Program a enregistré une augmentation d'un million de demandes d'assurances. Mais une fois la peur passée, le nombre d'assurés est revenu à son niveau antérieur...

Une seule certitude: les coûts de la catastrophe japonaise vont se répercuter sur les primes d'assurances, surtout dans les zones à risques. En Californie, la compagnie State Farm refuse déjà d'assurer contre l'inondation toute maison située à moins de 300 mètres du littoral et, au-delà, facture une surprime annuelle de 3000 dollars pour une valeur immobilière de 500 000 dollars, et de 1500 dollars pour une distance de plus de cinq kilomètres de la côte.

La couverture sismique, déjà onéreuse, est soumise à des franchises: le propriétaire d'une maison de 200 000 dollars, avec franchise de 5 %, ne sera remboursé que si les dégâts couverts dépassent 10 000 dollars. En Californie, ces franchises peuvent grimper jusqu'à 10 %, 15 % ou même 20 % de la valeur immobilière, avec des exclusions nombreuses — comme les dégâts aux façades décoratives, aux piscines, garages ou aux objets en cristal et en porcelaine.

Le Monde

MÉGACHOCS

SUITE DE LA PAGE B 1

Mais tous les acteurs savent maintenant que la pyramide assureur-pool d'assureurs-réassureurs-État s'écroulerait en cas de sinistres encore plus importants, et hautement probables comme, par exemple, un séisme touchant Tokyo ou Los Angeles (évalué, si cela a un sens, à 1000 milliards de dollars) ou un nuage nucléaire sur le Japon ou l'Europe. Surtout si les États eux-mêmes connaissent des déficits budgétaires abyssaux, comme c'est le cas aujourd'hui.

Les spécialistes de la gestion des risques essaient donc d'élaborer de nouveaux types de réponses, capables d'augmenter la résilience des systèmes économiques et sociaux face à des catastrophes aussi gigantesques, le plus souvent à partir de l'observation de cas antérieurs.

Ainsi, dans un article publié par le *Journal of Public Economics* en septembre 2005 (*Earthquake Fatalities: The Interaction of Nature and Political Economy*), trois chercheurs des universités de Floride et de Charleston aux États-Unis, Nejat Anbarci, Monica Escaleras, Charles A. Register, parviennent à établir mathématiquement un lien proportionnel entre le nombre de victimes et le niveau des inégalités sociales dans le cas de 269 grands tremblements de terre intervenus entre 1960 et 2002. *«Dire que le nombre de morts dans un tremblement de terre est inversement proportionnel au niveau de revenu par tête d'un pays est une banalité, écrivent-ils. Mais notre originalité est de relier le nombre de victimes à la fois au niveau de revenu et au niveau d'inégalité, à travers leur impact conjoint sur la capacité collective à réduire le potentiel destructeur d'un tremblement de terre.»*

Fortes inégalités

Les auteurs démontrent ainsi que de fortes inégalités limitent l'élaboration de règles collectives de prévention et de sécurité, notamment pour les constructions, qu'elles soient résidentielles ou industrielles, ou à organiser des plans de secours, dans la mesure où les catégories les plus aisées ont les moyens de se protéger seules, sans avoir besoin de moyens publics d'intérêt collectif.

Dans son livre *Understanding Cairo: The Logic of a City Out of Control* (American University in Cairo Press), l'économiste et urbaniste David Sims montre que, lors du tremblement de terre de 1992 au Caire, il y eut plus de victimes dans les quartiers résidentiels que dans les bidonvilles.

Explication: alors que les plus pauvres utilisent des techniques rudimentaires, mais efficaces, pour construire des logements capables de résister aux sinistres dont ils savent qu'ils peuvent être les victimes, les classes moyennes sont logées dans des quartiers construits sans respecter les normes légales de sécurité par des promoteurs et entrepreneurs peu scrupuleux, que l'autorité publique n'a pas les moyens de contrôler.

Louise K. Comfort, professeur au Center for Disaster Management de l'université de Pittsburgh, aux États-Unis), a étudié dans son livre *Shared Risk* (Pergamon Press, 1999) onze tremblements de terre, qui lui ont permis d'observer la façon dont les populations s'auto-organisent pour apporter la meilleure réponse à la catastrophe, de manière — souvent contraire ou bien parallèle aux procédures officielles prévues. D'où sa prescription d'augmenter la capacité d'auto-organisation des populations.

Cela ne peut se faire que dans des conditions *«de transparence et de confiance»* entre citoyens et autorités, observe Pierre-Alain Schieb, qui dirige à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) le *«programme sur l'avenir»*.

Un rapport sur les futurs chocs mondiaux

L'OCDE rendra dans trois mois à ses États membres un rapport sur *«Les futurs chocs mondiaux»* et les moyens de les affronter.

Il étudie en particulier cinq d'entre eux: risque financier, cyberrisque, pandémie, tempête électromagnétique (due aux éruptions solaires) et… révolte sociale, à la lumière des travaux les plus récents. Ceux-ci, explique M.Schieb, émettent certaines recommandations.

Premièrement, la nécessité d'élargir la mission des autorités de la concurrence, chargées de la lutte contre les monopoles, à une mission de sécurité. En effet, la concentration de certaines productions ou services stratégiques entre les mains d'un petit nombre d'acteurs met en péril la planète lorsqu'ils sont frappés par une catastrophe. *«Il faut de la diversité et de la redondance*: *faire produire la même chose, par des technologies diverses, à des endroits différents.»* Le marché n'assurant pas cette diversité, mais générant concentration et spécialisation, c'est aux autorités publiques d'assurer cette pluralité.

Autre recommandation: réunir au sein d'agences uniques les fonctions de régulation et d'intervention. Des outils de surveillance permanente des principaux systèmes stratégiques (télécommunications, marchés financiers, énergie, etc.) doivent permettre d'intervenir dès l'apparition de signes précurseurs ou d'anomalies, par exemple en isolant un opérateur défaillant du reste d'un réseau.

Troisièmement: recréer des *«stocks régulateurs»* de matières premières stratégiques afin de ne plus dépendre d'acteurs pouvant s'avérer défaillants.

Mais ces recommandations ne sont-elles pas autant de moyens de rendre *«réversibles»* les effets de vingt années de mondialisation du capitalisme? Cela se justifie quand il s'agit, pour reprendre la définition de M.Schieb, de *«gérer des systèmes qui ne sont plus seulement compliqués, mais aussi complexes, en ce sens que leur dynamique propre peut les faire échapper à tout contrôle»*?

Le Monde

Sudoku

par Fabien Savary

7	8					2		
		4		6		7		
		3		1				9
9	1			5		8		
		2	9		1			
			4				1	
2							7	8
	9	6	3		4			
		1				4		6

Niveau de difficulté : FACILE 1725

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

6	4	1	7	9	5	2	3	8
7	8	5	6	3	2	1	9	4
2	3	9	1	8	4	6	5	7
8	2	3	5	6	9	4	7	1
1	9	7	8	4	3	5	2	6
4	5	6	2	7	1	3	8	9
9	6	2	3	1	8	7	4	5
3	7	4	9	5	6	8	1	2
5	1	8	4	2	7	9	6	3

1724

SUDOKU : le logiciel
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté
par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

ÉCONOMIE

GAZ

SUITE DE LA PAGE B 1

des eaux dont le traitement, après usage, devra s'incorporer au processus de fractionnement», a insisté Lucien Bouchard. Autant d'informations qui seront utiles pour élaborer une future loi sur les hydrocarbures, mais aussi pour déterminer les lieux les plus propices pour effectuer des forages et de la fracturation hydraulique.

A la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'alimentation et des ressources naturelles, le ministre délégué aux Finances, Alain Paquet, a également souligné hier que l'EES servirait notamment à *«connaître le potentiel»*. Selon lui, cet examen — qui se veut scientifique — contribuera aussi à *«bien définir le cadre dans lequel la mise en valeur, l'exploration et éventuellement l'exploitation du gaz de schiste* [pourront se faire] *de façon optimale, en respectant l'environnement, en respectant la sécurité, qui n'est pas négociable, des gens et en permettant de les maximiser, les ressources»*.

Outre l'EES, les libéraux entendent investir cinq millions de plus pour acquérir de meilleures connaissances des eaux souterraines. L'information recueillie, encore une fois, pourrait être très utile à l'industrie pour déterminer les meilleurs sites de forages et les méthodes à employer.

Le gouvernement Charest a aussi promis une enveloppe de six millions de dollars sur trois ans afin d'*«intensifier l'inspection des installations et des puits de gaz de schiste»*. Il semble que Québec n'a pas fait ses devoirs en matière de surveillance des forages déjà exécutés, selon ce qui ressort des informations obtenues par Argent.

Dédommager les villes

Québec a également voulu rassurer les municipalités en leur promettant une somme de 100 000 $ versée sur une période de dix ans, et ce, pour chaque puits foré sur leur territoire. Une annonce *«loin d'être satisfaisante»*, selon la Fédération québécoise des municipalités.

La ministre Nathalie Normandeau a par ailleurs soutenu que Québec dédommagerait les municipalités qui feront *«la démonstration»* des coûts supplémentaires que leur imposeront les activités gazières. Il pourrait s'agir de réfections de routes, du financement des mesures d'interventions d'urgences qui devront être mises en place ou encore de l'amélioration des infrastructures d'assainissement des eaux.

La facture devrait donc s'élever à plusieurs millions de dollars au cours des prochaines années. Les documents budgétaires ne précisent pas la répartition de cette facture. Tout au plus souligne-t-on que *«le gouvernement établira, au fur et à mesure du développement de l'industrie, la manière par laquelle ces compensations seront financées par les entreprises gazières»*.

Par ailleurs, la réforme du régime de redevances s'accompagne du *«Programme de valorisation gazière»*. Celui-ci est destiné aux entreprises qui ont déjà mis la main sur la quasi-totalité des permis d'exploration gazière au Québec. Ces sociétés pourront payer 2 % de redevances dans les premières années de développement d'un puits, le temps de récupérer l'ensemble de leurs investissements. Elles pourront également bénéficier d'un nouveau *«crédit de redevance»* de 15 % des dépenses d'exploration *«admissibles»* qui s'appliquera par puits à l'encontre des redevances à payer.

Interpellés hier par les péquistes sur la question des redevances, les libéraux ont souligné à plusieurs reprises que le potentiel gazier restait à démontrer. Les documents du budget dressent pourtant un portrait très précis de l'*«évolution des impacts économiques du gaz de schiste au Québec»*.

Selon les diverses évaluations, de 3900 à 18 000 puits pourraient être forés au Québec au cours des prochaines décennies. En rythme de croisière, on évoque 250 nouveaux puits chaque année.

Le Devoir

ÉTATS-UNIS

Le prix des maisons continue de chuter

Washington — Aux États-Unis, le prix des maisons a dégringolé de 5,2 % en février pour s'établir à 156 100 $. Il s'agit de son plus bas niveau en neuf ans.

Selon la National Association of Realtors, qui regroupe les courtiers immobiliers américains, les ventes de maisons existantes exprimées en rythme annualisé ont totalisé 4,88 millions en février. C'est 9,6 % de moins qu'en janvier.

Or, d'après les économistes, dans un marché sain, les ventes devraient tourner autour de 6 millions par mois.

Quelque 40 % des maisons vendues en février ont fait l'objet d'une forclusion ou ont été vendues à un prix moindre que celui de l'hypothèque.

Un tiers des maisons ont été payées en espèces. Dans certains marchés plus difficiles, comme ceux de Miami et de Las Vegas, les transactions au comptant représentent la moitié des ventes.

Les experts s'attendent à ce que le nombre de forclusions augmente encore cette année, ce qui fera baisser davantage la valeur des maisons.

Le taux de chômage demeure élevée aux États-Unis. De plus, les acheteurs potentiels hésitent souvent à conclure une transaction puisqu'ils anticipent une diminution des prix.

Les maisons neuves se vendent en moyenne 45 % et plus cher que les maisons déjà construites. Normalement, l'écart est d'environ 15 %.

Il y a actuellement 3,49 millions de maisons à vendre aux États-Unis. Ce chiffre ne tient pas compte de toutes les résidences pour lesquelles un processus de forclusion a été entamé mais pas complété et qui ne sont pas encore sur le marché.

Associated Press

ARCHIVES REUTERS

Le Portugal redoute de devoir demander de l'aide financière

Bruxelles — La crise politique que traverse le Portugal risque de contraindre le gouvernement à faire appel à une aide financière extérieure, a mis en garde hier le ministre portugais des Finances, Fernando Teixeira dos Santos.

«Si on déclenche une crise politique en ce moment, ça va créer de grandes difficultés pour le pays pour accéder au marché financier [*afin d'emprunter*] *et je crois que ça fait peser un risque sur notre capacité de financement»*, a-t-il déclaré à la presse, en marge d'une réunion avec ses homologues européens à Bruxelles.

«En ce moment, la crise politique contribue effectivement à pousser le pays dans les bras de l'aide extérieure», a-t-il ajouté.

Le chef de l'opposition de centre-droit au Portugal, Pedro Passos Coelho, a confirmé hier son rejet de toute négociation avec le gouvernement socialiste minoritaire afin de permettre l'adoption d'un nouveau programme d'austérité jugé crucial par l'Union européenne.

Et le ministre portugais des Affaires parlementaires a jugé une démission du gouvernement *«malheureusement pas exclue»* si l'opposition maintient son intention.

Salué par la Commission européenne comme par la Banque centrale européenne (BCE), le nouveau programme d'austérité du gouvernement portugais vise à *«garantir»* la réduction du déficit public à 4,6 % du PIB en 2011 et 3 % en 2012, afin d'apaiser les marchés et tenter d'éviter le recours à un plan de sauvetage financier.

Le gouvernement a présenté le 11 mars ces nouvelles mesures de rigueur, comprenant notamment une taxation des retraites, une baisse des dépenses de santé et de certaines prestations sociales, ainsi qu'une importante réforme du marché du travail.

Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, a toutefois rappelé hier les autorités portugaises à leurs engagements en matière d'économies budgétaires.

«Il est évident qu'il y a des engagements qui ont été pris par le Portugal et on ne peut pas s'éloigner par rapport aux engagements qui ont été pris», a mis en garde M. Juncker, qui préside le forum de l'Eurogroupe, en marge de la réunion des ministres européens des Finances.

Le Portugal est considéré par les marchés depuis plusieurs mois comme le prochain candidat le plus probable à une aide financière extérieure de l'UE et du Fonds monétaire international.

Agence France-Presse

Zone euro

Entente sur le financement du fonds de sauvetage

Bruxelles — Le ministre des Finances de l'Allemagne a indiqué hier que les 17 États qui utilisent l'euro comme devise se sont entendus sur le financement du futur fonds de sauvetage pour la zone euro et ont légèrement abaissé les contributions des États les plus pauvres.

Selon Wolfgang Schaüble, les membres de la zone euro doteront le Mécanisme européen de stabilité (MES) de 80 milliards d'euros, et fourniront 620 milliards d'euros supplémentaires sous forme de capital «exigible», qui devra être débloqué si un pays aidé est dans l'incapacité de rembourser sa dette.

Cet accord donnera au MES une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros.

Le ministre Schaüble a en outre précisé que la formule permettant de calculer la contribution de chaque État serait modifiée pour donner à la fois une plus grande importance à la production économique et une moins grande importance à la population — ce qui devrait alléger le fardeau des pays les plus pauvres.

Associated Press

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.
Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit
AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

450 EMPLOIS DIVERS

OFFRE D'EMPLOI

LE DEVOIR Libre de penser

REPRÉSENTANT(E) PETITES ANNONCES
(Remplacement de congé de maladie)

Un poste de représentant(e) aux petites annonces est actuellement ouvert. Il s'agit d'un mandat temporaire, d'une durée indéterminée (remplacement d'un congé de maladie). L'horaire de travail est du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h00.

Description de tâches:
• Sollicitation de nouvelles clientèles
• Renouvellement d'annonces
• Suivi de dossiers à long terme
• Annonces directes encadrées
• Autres responsabilités connexes;

RÉMUNÉRATION : Commissions

Toute personne intéressée à présenter sa candidature doit le faire par écrit en soumettant son curriculum vitæ avant le 4 avril 2011 à l'attention de Claudette Béliveau, par courriel à l'adresse : clbeliveau@ledevoir.com ou par télécopieur au 514 985-3330

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

26e AVE/BEAUBIEN. 5 1/2 avec cour, 2 chambres, 1 salle d'eau (bain/douche séparés) planchers radiants. Salle lavage. Grande de cuisine, îlot central, meublé. Passé dans Décormag. 1300$. 514-462-2618.

4031 Lacombe - Près U de M Grand 6 1/2, 2 s. de b. rénovées Haut de duplex. 514 793-2991 http://photobucket.com/lacombe

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

NDG, spacieux 4-5 1/2. tout inclus. 855$- 1,040$ plancher bois, vue parc, plafond haut, poss garage, balcon. 514-684-5993.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT - Grand r. de c., 6 1/2, rénové, 3 c.c., 2 s. de b. Garage. Libre. Non-fumeur 1990$ chauffé. 514 341-3804

PRÈS GALERIES D'ANJOU Rue Hochelaga - 4 1/2 et LOFT Bus à la porte. A/c., 4 électros. RÉNOVATION SUPÉRIEURE : céramique, plancher terrazo. 800$ ch. Poss. meublé. Chauffés, éclairés. 514 945-1030

VILLERAY - Près métro Jarry Gr. 5 1/2, impeccable, bois franc, s. de b. rénovée, balcons. Non fumeur. Pas d'animaux. Libre. 1200$.Juillet. 514-574-0173

VILLERAY, Grand 5 1/2, 900 p.c. 2ème, près métro, 1 c.c. fermée, 1 c.c. dble, petit bureau, boiseries, entré lav-sèch. Juillet. 950$ chauffé. 514 713-8126

161 SOUS-LOCATION

WESTMOUNT - Mai à Déc. Grand 3 1/2, ent. meublé. Accès direct métro. 1 850$/m. paulinealbert1@hotmail.com 514 932-8205

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08 Tt équipé, très ensoleillé. Sur jardin Sem/mois 514 272-1803

171 HORS FRONTIÈRES À LOUER

CONDO, Hollywood Floride 3 1/2, stationnement, ascenceur, piscine privée, à 5 minutes de la plage et casino. Pas d'animaux, non-fumeur. Pour avril. 1 500$ US 514 231-1297

Suberbe condo sur plage à Miami Beach 2 chambres à coucher. 5000$/mois - Nov - Avr 4000$/mois - Mai - Oct 819 962-5110

176 CHALETS À LOUER

BORD de MER-L'ISLET sur MER Condos à louer (ou à vendre) 418 607-0541 514 522-6229 www.oieblanchesurmer.com

Charlevoix, St-Irénée petite maison de campagne, vue sur le fleuve. loc. à la sem. libre Juillet et Août. 418-683-7231.

301 ŒUVRES D'ART

ŒUVRES D'ART à vendre www.oeuvresdart.ca

303 ANTIQUITÉS

À vendre: Ensemble de salle à diner datant des années 1920. Coffre de cèdre, plus de 50 ans. 514-481-5169.

307 LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 4487 de la Roche/Mt-Royal

309 COLLECTIONS

TIMBRES ACHÈTE Collection ou Accumulation. 514 775-8036

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ? Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien

450 EMPLOIS DIVERS

450 EMPLOIS DIVERS

450 EMPLOIS DIVERS

508 SERVICES FINANCIERS

MULTI-ASSURANCES.COM
- assurance hypothécaire
- assurance invalidité
- assurance-vie
- maladie grave
- voyage
Obtenez une cotation en ligne.
Le plus bas prix disponible en moins de 2 minutes!
Comparez et économisez.
Visitez www.multi-assurances.com

508 SERVICES FINANCIERS

575 DÉMÉNAGEMENTS

LES DÉMÉNAGEMENTS BRETON-SAVARD
Emballage - Entreposage - Pianos.
Assurances compl. Estim. gratuite.
www.breton-savard.com
514 254-1447

AVIS
À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

695 AUTOMOBILES

Cadillac CTS 2007, bleue, cuir. 100,000 km. toit ouvrant, A1. tout équipée. transm. tiptronic, 12,500$. Yannick 514-945-5538.

VOLKSWAGEN JETTA VR6 GLS 2002.
Grise, méc A1, 135 000 km, automatique, Int cuir, Sièges chauffants, Chargeur 6 CD, A/C, Toit ouvrant, 4 pneus d'hiver, 6 300$.
450 616-1758

AVIS DE DÉCÈS

Contogouris, Andreas P.
1931-2011

À Montréal, le 18 mars 2011, à l'âge de 79 ans, est décédé Andreas P. Contogouris, époux de Iris Angelidis. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses filles Myrto (Jim) et Ersy, ses petits-fils Sam, Ben, Aidan, Jason et Jasper ainsi que ses amis et sa famille élargie.
Il était professeur émérite en physique à l'université McGill et à l'université d'Athènes.
La famille tient à remercier tous les intervenants du Centre d'hébergement de Dorval pour leur compassion et leurs bons soins.
La famille recevra les condoléances au :
Centre funéraire Côte-des-Neiges
Réseau Dignité
4525, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec H3V 1E7
Tél : 514-342-8000
www.dignitequebec.com
le lundi 21 mars de 19 à 21 heures et le mardi 22 mars de 14 à 17 heures et de 19 à 21 heures.
Les funérailles auront lieu le mercredi 23 mars à 11 heures en la Cathédrale orthodoxe grecque Saint George, 2455, Côte Ste-Catherine à Montréal et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.
Au lieu de fleurs, un don à Médecins Sans Frontières (www.msf.ca), serait apprécié.

GRATUIT !
À la famille éprouvée :
Le journal Le Devoir postera gratuitement une copie plastifiée de l'avis publié.
Demandez-le au : 514 525-5379
necrologie@lememoriel.com

Des actions concrètes Votre don change le monde! Oxfam Québec 2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200 Montréal (QC) H3J 2Y2 514,937,1614 • 1,877,937,1614 (sans frais) www.oxfam.qc.ca

LES SPORTS

ET PUIS EUH

Course de fond

JEAN DION

Pendant un week-end radieux marquant l'irruption sans coup férir (drôle de mot, ça, «férir», qui n'a aucune autre situation d'utilisation que cette formule figée, qui devrait en réalité se dire «férir avec pas de coup», et un vague cousin, «féru», en forme de participe passé adjectivé, mais bon, on n'est pas ici pour jouer les grammairiens à cinq cennes), marquant donc l'arrivée de l'équinoxe du printemps, quoi de mieux que de rester barricadé chez soi à tenter de combattre vainement le mal d'écrire? Pas grand-chose, je vous le dis. Il y avait d'ailleurs tellement de monde sur les trottoirs que les risques de collision et de commotion cérébrale ne valaient pas la peine d'être courus.

Je me mis donc en frais de me payer une pinte de bon sang avec un sujet de saison: les meilleurs tours joués à l'occasion des camps d'entraînement de baseball professionnel. Il y avait le gars, malheureusement non identifié, qui était allé voir le préposé à l'équipement et lui avait demandé de trouver un bâton de frappeur gaucher. Et l'autre, inconnu lui avec, qui avait téléphoné chez le fabricant Rawlings pour commander une boîte de balles courbes. Et tous ceux qui s'étaient concertés — coéquipiers, directeur général, gérant, même son propre agent — pour faire accroire au lanceur des Phillies Kyle Kendrick qu'il venait d'être échangé... au Japon.

Des heures et des heures de plaisir, qui nous rappellent à point nommé que le poisson d'avril approche à grands coups de nageoire pelvienne et qu'il ne faut pas croire tout ce qu'on entend, surtout si ça vient de personnes dont on ignore l'identité générale. (Il ne faut jamais répondre à une lettre anonyme, disait Yogi Berra, qui en sait un sacré bout à propos de la sagesse.)

Mais que faire ensuite? Être étonné que Lucian Bute ait conservé son titre? Même moi, qui suis en état perpétuel d'ahurissement devant la folle chevauchée de l'humanité en route vers la plénitude et la paix de l'âme, je n'entretenais pas le moindre doute quant à cette issue. S'émouvoir de ce que Canadien ait enfilé huit buts en une seule joute? Les plus jeunes s'excitent, mais nous, les vieux, nous rappelons qu'à l'époque, pareil exploit ne suscitait qu'un vague bâillement.

Non, pour une bonne histoire, deux en fait, il fallait se tourner dimanche vers le marathon de Los Angeles.

D'abord pour Kelly Gneiting. Gneiting, 40 ans, un triple champion national de lutte sumo aux États-Unis, a établi le record Guinness de l'être humain le plus lourd à effectuer un marathon en négociant le parcours avec un chrono de 9 heures 48 minutes 52 secondes. À la fin de l'épreuve, le poids de Gneiting a été mesuré à 396,2 livres. La marque précédente était de 275 livres.

L'«athlète» originaire de l'Idaho, qui mesure 6 pieds et dont le tour de taille fait 5 pieds, a effectué les 12 premiers kilomètres au pas de course, puis a marché le reste. Après 16 km, a-t-il raconté, il ne savait plus où il se trouvait, étant en proie au délire. La dernière dizaine de kilomètres s'est montrée particulièrement difficile, *«mais je me suis dit, s'il faut que je finisse en rampant, je vais le faire»*.

Gneiting a dû faire la majorité de l'épreuve en empruntant les trottoirs et en respectant les feux de circulation puisque, vu son rythme lent, les rues étaient déjà rouvertes lors de son passage.

Il avait déjà effectué le marathon de L.A. en 2008 en un temps de 11 h 52 min 11 sec, mais le tout n'avait pas été homologué par la firme Guinness puisque Gneiting n'avait pas été pesé immédiatement avant et après la course.

L'homme, qui a déjà mangé huit Big Macs lors d'un même repas, caresse maintenant le projet de traverser la Manche à la nage et de marcher depuis la mer Morte jusqu'au mont Everest — ce qui le contraindrait notamment à traverser l'Irak et l'Iran, mais, comme il le dit lui-même, *«les grosses personnes peuvent accomplir des choses inimaginables»*.

Par ailleurs, on retrouve Joe D'Amico, de Chicago, qui participait à son 15e marathon. Particularité: D'Amico s'était engagé à manger uniquement, matin, midi et soir, chez McDonald's pendant les 30 jours précédant la course.

Dimanche, D'Amico, qui se surnomme lui-même «McRunner» et tient un blogue intitulé *Confessions d'un coureur de service à l'auto*, a réalisé son meilleur temps en carrière, franchissant le fil d'arrivée en 2 h 36 min 13 sec. *«Je suis très heureux de mon résultat. C'est près de six minutes de moins que ma marque personnelle précédente. Les choses n'auraient pas pu aller mieux. La fin a été dure en raison des pentes, mais j'avais le carburant nécessaire et je m'étais bien entraîné»*, a-t-il commenté.

Il a expliqué qu'il n'était pas commandité par le géant de la restauration rapide. Son but était plutôt d'amasser des fonds, par l'entremise de sa page Facebook, qui seront remis aux œuvres de charité des manoirs Ronald McDonald.

D'Amico a précisé que, contrairement à Morgan Spurlock, le réalisateur du documentaire-choc *Super Size Me* (2004) qu'on voyait dépérir sous l'effet d'une consommation effrénée de malbouffe, lui choisissait les mets les moins nocifs figurant au menu.

Il a ajouté qu'il ne retournerait pas chez McDo avant un certain temps, *«au moins une semaine»*. Et à l'issue de la course, pour se remettre d'aplomb, il est allé manger... de la pizza.

N'est-il pas merveilleux™, notre monde du sport?

Le Canadien sur le sentier de la guerre

Le Tricolore affrontera ce soir une équipe des Sabres ébranlée par sa défaite de dimanche contre les Predators

MARC TOUGAS

Le Canadien a beau être sérieusement ébranlé, il est encore capable de venir à bout d'équipes vulnérables, comme il l'a montré contre le Lightning et le Wild ces derniers jours.

La prochaine semaine offre d'autres occasions intéressantes à cet égard puisqu'aucun des trois adversaires du Tricolore — qu'il s'agisse des Sabres, des Bruins ou des Capitals — n'opère dans des conditions optimales à l'heure actuelle.

Le CH pourrait améliorer son sort avec de bonnes performances lors de ses deux duels de la semaine au Centre Bell et jeudi à Boston

Malgré les absences de Tomas Plekanec, Jeff Halpern, Brent Sopel, Mathieu Darche et Hal Gill pour la totalité ou la majorité des quatre matchs disputés la semaine dernière, les joueurs montréalais ont récolté quatre points sur une possibilité de huit. Ce qui leur a permis de s'approcher à un point des Bruins et du premier rang dans la section Nord-Est, bien qu'ils aient disputé deux rencontres de plus que les Bruins. Ils sont par ailleurs à deux points de Tampa Bay et du cinquième rang dans l'Association Est, avec un match de plus au compteur.

Le CH serait donc en mesure d'améliorer son sort avec de bonnes performances à ses deux duels de la semaine au Centre Bell, soit aujourd'hui contre Buffalo et samedi contre Washington, ainsi qu'à l'occasion de son rendez-vous de jeudi à Boston.

Plekanec, Sopel et Darche ont patiné en plus de recevoir leurs traitements quotidiens, hier, pendant que leurs coéquipiers en santé profitaient d'une journée de congé. Ce n'est qu'aujourd'hui que Jacques Martin pourra en dire davantage quant à leurs chances — et celles de Halpern — de revenir au jeu à court terme. Gill, lui, l'a fait dimanche au Minnesota.

D'une manière ou d'une autre, le Canadien affrontera une équipe des Sabres ébranlée par sa défaite de dimanche face aux Predators de Nashville, subie en prolongation après qu'elle eut bousillé une avance de deux buts. Jeudi, ce sera au tour d'une formation des Bruins qui n'a qu'une fiche de 1-3-3 à ses sept dernières sorties. Et samedi, les Caps s'amèneront en ville fort probablement sans Alexander Ovechkin.

Défaite dure à avaler

Les Sabres ont tellement progressé au classement, ces dernières semaines, qu'ils ont délogé les Hurricanes de la Caroline du huitième rang dans l'Est. Après avoir montré une fiche de 14-18-4 à leurs 36 premières rencontres de la saison, ils affichent un dossier de 21-10-5 à leurs 36 derniers.

Sauf que dimanche, ils ont échappé un point précieux au classement en s'inclinant en prolongation alors qu'ils menaient 3-1 avec 2 min 30 s à jouer en troisième période. C'était la septième fois cet hiver qu'ils s'inclinaient après avoir profité d'une avance de deux buts. Seuls les Coyotes de Phoenix ont fait aussi pire à ce chapitre dans la LNH.

«Elle est définitivement dure à avaler, a déclaré Jason Pominville aux journalistes de Buffalo après le match de dimanche. *On a parlé de la nécessité de mieux réagir quand on est en avance, mais on n'en a pas fait assez. Il ne faut pas laisser échapper des points comme ça. Pour grimper au classement, il faut les deux points.»*

Reste à voir si ce résultat aura des séquelles, aujourd'hui, face au Canadien. Ironiquement, les Sabres avaient effacé un déficit de deux buts avant de l'emporter 3-2 en fusillade à l'occasion de leur dernière visite au Centre Bell, le 15 février dernier.

À Boston, Claude Julien a tenu une séance d'entraînement punitive de 75 minutes, dimanche, au lendemain d'un revers de 5-2 contre les Maple Leafs de Toronto. Les Bruins, qui recevront les Devils du New Jersey ce soir ont donc dû se contenter d'une seule journée de congé au cours de la dernière semaine, soit vendredi. *«Quand une équipe ne joue pas bien comme la nôtre l'a fait dernièrement, il faut travailler à retrouver ses bonnes habitudes»*, a déclaré Julien.

Les Caps, eux, ont remporté 10 de leurs 11 plus récents matchs. Sauf qu'ils rendront visite aux Flyers de Philadelphie, ce soir, sans Ovechkin. Celui-ci ratera aussi fort probablement les affrontements de vendredi et de samedi à Ottawa et à Montréal, respectivement. Le directeur général George McPhee a fait savoir que son capitaine resterait à l'écart pour une période de 7 à 10 jours pour soigner un malaise dont la nature n'a pas été précisée.

La Presse canadienne

L'attaquant des Penguins Matt Cooke écope d'une suspension coup-de-poing

Toronto — L'attaquant des Penguins de Pittsburgh Matt Cooke a été suspendu pour le reste de la saison et le premier tour des séries éliminatoires, a annoncé hier la Ligue nationale de hockey.

Cooke a été suspendu pour son coup de coude au visage de Ryan McDonagh, des Rangers de New York, dimanche. Il reste 10 matchs à jouer aux Penguins. C'est donc dire que la suspension de Cooke sera de 14 à 17 matchs.

Cette décision a été prise à la suite d'une audience devant le préfet de discipline de la LNH, Colin Campbell, à Toronto. *«M. Cooke, un récidiviste, a directement visé la tête d'un adversaire qui ne s'y attendait pas et se trouvait dans une position vulnérable*, a indiqué Campbell dans un communiqué. *Ce n'est pas la première fois cette saison que nous devons évaluer le comportement dangereux sur la glace de M. Cooke et sa conduite nécessite une réponse appropriée.»*

La direction des Penguins n'a pas mis de temps à réagir, applaudissant la décision de la LNH. *«Cette suspension est méritée puisqu'il s'agit exactement du genre de coups porté à la tête que nous tentons d'éliminer*, a indiqué le directeur général, Ray Shero, par communiqué. *Nous avons clairement indiqué à Matt que ce genre de geste était inacceptable»*

Il s'agit de la cinquième suspension de Cooke dans la LNH, la quatrième depuis qu'il s'est joint aux Penguins en tant que joueur autonome, en 2008. Cooke renoncera à près de 220 000 $ en salaire.

La Presse canadienne

BRIAN SNYDER-REUTERS

FOOTBALL

La Cour fédérale appelée à siffler la fin du lockout

DAVE CAMPBELL

Minneapolis — La NFL a demandé hier à un juge fédéral de maintenir le lockout, faisant valoir qu'il n'y avait pas de base légale pour y mettre fin.

La NFL a déposé ses arguments en cour fédérale à St. Paul au Minnesota, où la juge de district Susan Richard Nelson a prévu une audience, le 6 avril, sur la requête des joueurs de stopper le lockout.

La requête d'injonction a été faite le jour même où neuf joueurs actifs, dont Tom Brady et Drew Brees, ont poursuivi la ligue en vertu de la loi antitrust, soit le 11 mars.

La NFL a dit que toute décision sur le lockout doit attendre que le National Labor Relations Board (NLRB) se prononce sur une accusation de pratique de travail illégale envers l'association des joueurs — qui a été dissoute; on y fait valoir que les joueurs ne se sont pas réunis de bonne foi. L'accusation a été déposée le 14 février et amendée le 11 mars, pour y inclure une référence à la dissolution de l'association. Le NLRB s'est limité à dire que l'affaire est à l'étude.

En faisant valoir que le Congrès a interdit aux juges de stopper un lockout, la ligue a invoqué la Loi Norris-LaGuardia de 1932, une loi fédérale instaurée pour limiter les possibilités pour un employeur de serrer la vis aux syndicats, dont la possibilité d'obtenir un ordre de la cour pour stopper une grève. La NFL dit que cette loi protège aussi le droit des employeurs d'imposer un lockout dans un conflit de travail.

Gregg Levy et d'autres avocats de la NFL avancent que la manœuvre *«tactique et unilatérale»* de l'association pour *«instantanément repousser»* les lois fédérales du travail est illégale, et que la dissolution de l'association prouve que les joueurs ne voulaient pas négocier de bonne foi.

La NFL dit que les joueurs sont incapables d'argumenter que le lockout leur causera des *«dommages irréparables»*, surtout en comparaison aux *«difficultés»* auxquelles fait face la ligue, et que le public est mieux servi quand les tribunaux restent à l'écart des conflits de travail.

Associated Press

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est

	G	P	DPF	BP	BC	Pts
Boston	39	22	10	213	175	88
Montréal	**40**	**26**	**7**	**200**	**185**	**87**
Buffalo	35	28	9	214	208	79
Toronto	32	31	10	192	225	74
Ottawa	27	36	9	164	223	63

Section Atlantique

x-Philadelphie	44	19	8	228	190	96
Pittsburgh	42	23	8	213	181	92
Pittsburgh	42	23	8	213	181	92
N.Y. Rangers	39	30	4	215	179	82
New Jersey	34	34	4	154	182	72
N.Y. Islanders	28	33	12	203	232	68

Section Sud-Est

Washington	42	21	10	198	176	94
Tampa Bay	39	22	11	214	217	89
Caroline	33	29	10	201	214	76
Atlanta	30	30	12	202	237	72
Floride	29	33	10	182	198	68

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

	G	P	DPF	BP	BC	Pts
Detroit	43	21	9	237	209	95
Chicago	39	25	8	234	203	86
Nashville	38	25	10	190	172	86
Columbus	33	29	10	195	218	76
St. Louis	32	31	9	201	214	73

Section Nord-Ouest

cx-Vancouver	47	17	9	238	172	103
Calgary	37	27	10	226	214	84
Minnesota	35	30	8	185	204	78
é-Colorado	27	36	8	198	250	62
é-Edmonton	23	39	10	175	237	56

Section Pacifique

San Jose	42	23	8	211	191	92
Phoenix	39	24	11	213	207	89
Los Angeles	40	26	6	197	176	86
Anaheim	40	27	5	204	208	85
Dallas	38	25	9	203	202	85

c - champion de section; é - éliminé
; x - se qualifie en vue des séries éliminatoires

ASSOCIATION DE L'EST

	Mj	Pts
ax- 1.Philadelphie	71	96
a- 2.Washington	73	94
a- 3.Boston	71	88
4.Pittsburgh	73	92
5.Tampa Bay	72	89
6.Montréal	**73**	**87**
7.N.Y. Rangers	73	82
8.Buffalo	72	79
9.Caroline	72	76
10.Toronto	73	74
11.New Jersey	72	72
12.Atlanta	72	72
13.Floride	72	68
14.N.Y.Islanders	73	68
15.Ottawa	72	63

a-meneur de section; c-champion de section; é-éliminé; x-se qualifie en vue des séries éliminatoires

Hier

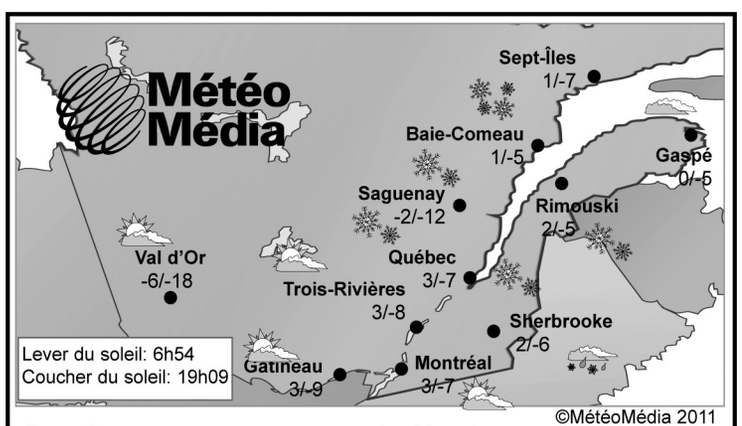
Pittsburgh 5 Detroit 4 (F)
Calgary à Los Angeles

Aujourd'hui

New Jersey à Boston, 19h
Floride à N.Y. Rangers, 19h
Washington à Philadelphie, 19h
Ottawa en Caroline, 19h
Buffalo à Montréal, 19h30
N.Y. Islanders à Tampa Bay, 19h30
Edmonton à Nashville, 20h
Toronto au Minnesota, 20h
Columbus au Colorado, 21h
St. Louis à Phoenix, 22h

Demain

Vancouver à Detroit, 19h
Floride à Chicago, 20h30
Anaheim à Dallas, 20h30



Canada	Auj.		Demain		Le Monde	Auj.		Demain	
Edmonton	Nei	-3/-6	Nei	-3/-9	Londres	Sol	14/5	Sol	14/5
Moncton	Nua	2/-3	Nua	2/-6	Los Angeles	Sol	15/10	Plu	13/10
Saint-Jean	Nei	2/-3	Var	3/-6	Mexico	Sol	24/4	Sol	26/6
Toronto	Var	5/-2	Nei	-1/-4	New York	Var	12/3	Plu	5/3
Vancouver	Ave	8/4	Var	11/5	Paris	Sol	14/4	Sol	15/5
Winnipeg	Nei	0/-14	Nei	-5/-18	Tokyo	Plu	8/8	Plu	6/5

Montréal

Aujourd-hui	Ce soir	Demain	Jeudi	Vendredi
4 Ciel variable.	-7 Passages nuageux.	-1/-4 Ciel variable.	2/-5 Quelques flocons, pdp 40%.	1/-9 Ciel variable

Québec

Aujourd-hui	Ce soir	Demain	Jeudi	Vendredi
3 Neige fondante, pdp 40%.	-7 Ciel variable.	1/-6 Nuageux avec percées de soleil.	1/-6 Quelques flocons, pdp 60%.	-1/-10 Quelques flocons, pdp 60%.

Gatineau

Aujourd-hui	Ce soir	Demain	Jeudi	Vendredi
3 Passages nuageux.	-9 Généralement dégagé.	-1/-6 Ciel variable.	2/-7 Ciel variable.	1/-11 Passages nuageux

Ce texto pourrait s'avérer très important.

Textez votre ville (ex. : Alma) au 68896 pour recevoir les alertes et prévisions météo sur votre mobile*
*Premier mois gratuit. 3,00 $ par la suite.

Météo Média

LE MONDE

KHALED ABDULLAH REUTERS

Un officier de l'armée yéménite a salué hier les manifestants en brandissant des roses en signe de solidarité.

Le début de la fin de Saleh ?

Yémen : les défections se multiplient

Militaires haut gradés, députés et diplomates changent de camp

BENJAMIN WIACEK

Sanaa — *«J'annonce mon soutien à la révolution pacifique de la jeunesse.»* C'est avec ces mots que le général Ali Mohsen al-Ahmar, réputé être le militaire le plus puissant du pays, a annoncé hier sa démission et sa décision de protéger les manifestants. Peu surprenante, cette annonce a cependant été fêtée par les manifestants comme le signe du début de la fin. Après cette déclaration, les démissions de généraux, de députés, d'ambassadeurs, se sont enchaînées, comme si tous avaient attendu un signal fort pour passer à l'acte.

Le tournant du mouvement a semble-t-il été la violente attaque de vendredi contre les manifestants de l'université de Sanaa durant laquelle au moins 52 personnes ont été tuées. Le président Ali Abdallah Saleh avait alors annoncé sa volonté de promulguer l'état d'urgence dans le pays.

Devant cette perte flagrante de soutien, Saleh avait limogé son gouvernement dimanche soir. Mais depuis hier matin, une vague de démissions est venue en outre embarrasser le pouvoir. Trois des quatre principaux généraux, dont Ali Mohsen, soutiennent désormais la révolution, plus de 30 députés ont quitté le parlement et près d'une dizaine d'ambassadeurs à travers le monde ont également quitté leurs fonctions. *«L'attaque vendredi sur des manifestants pacifiques était sauvage et barbare, et ne pouvait être acceptée, même par les supporteurs du régime»*, explique Ibrahim Mothana, un jeune activiste. Beaucoup voient ainsi cette journée comme un signe du départ prochain du président Saleh. Alaa Aj jarban, célèbre activiste, confie que *«la fin de Saleh est proche, une question d'heures ou de jours»*.

« L'attaque vendredi sur des manifestants pacifiques était sauvage et barbare, et ne pouvait être acceptée, même par les supporteurs du régime »

Toutefois, malgré le sentiment d'euphorie qui règne chez les manifestants à l'Université de Sanaa, plusieurs craintes demeurent. Tout d'abord, le général Ali Mohsen, décrit par l'intellectuel Abdulkader Al-Guneid comme *«le parrain de Saleh ces trois dernières décennies, et souvent perçu comme plus puissant que ce dernier»*, est réputé être proche du parti islamiste Islah et nombreux sont ceux qui redoutent qu'il puisse s'emparer du pouvoir. En rejoignant les manifestants et leur promettant sa protection, Mohsen pourrait obtenir encore plus de soutien qu'il n'en a déjà. Et tenter de l'utiliser à son profit après le départ de Saleh. *«Il est vrai que je suis un peu anxieux de cette annonce mais j'ai également confiance en les jeunes, ils ne laisseront personne s'emparer de leur révolution»* commente encore Ibrahim Mothana. Alaa Ajjarban, lui, explique que *«les jeunes veulent un gouvernement civil, et clairement, cela ne correspond pas à Ali Mohsen!»*.

Autre sujet d'inquiétude, la possibilité d'une flambée de violence entre les forces armées. Le ministre de la Défense a en effet annoncé son soutien au président yéménite et que l'armée ferait tout pour empêcher son renversement. Des chars de la garde présidentielle ont d'ores et déjà été déployés aux alentours du palais présidentiel, tandis que certaines unités sous les ordres de Mohsen se trouvaient dans d'autres quartiers de la ville. L'analyste Abdoul Ghani al-Iryani confie que la déclaration du ministre de la Défense est *«une déclaration de guerre et que celle-ci pourrait se produire sous peu»*.

Saleh aurait également envoyé son ministre des Affaires étrangères en Arabie Saoudite pour les convaincre d'intervenir en tant que médiateur. Même si les observateurs peinent à deviner la nature de la transition du pouvoir, pacifique ou violence, le départ du président Saleh semble désormais être irrémédiable.

Libération

Haïti : la démocratie a triomphé

L'élection présidentielle s'est déroulée sans violences

CLARENS RENOIS
GUILLAUME DECAMME

Port-au-Prince — Les Haïtiens ont globalement voté dans le calme dimanche pour élire leur nouveau président, surprenant la communauté internationale habituée aux violences électorales dans le pays, mais qui reste vigilante avant l'annonce des résultats préliminaires à la fin du mois.

Échaudées par les violentes manifestations après le premier tour de scrutin en novembre dernier, les autorités, du président René Préval au Conseil électoral provisoire (CEP), ont retenu leur souffle jusqu'à la fermeture des bureaux de vote dimanche soir, à Port-au-Prince. Mais, dans un pays où politique et violence vont souvent de pair, le président du CEP, Gaillot Dorsinvil, a pu sans trembler annoncer dans la soirée, que la *«démocratie a triomphé»*.

« C'est une vraie alternance et c'est comme cela qu'on construit une démocratie »

Des craintes

Les craintes s'articulaient principalement autour de deux facteurs: l'intervention dans le jeu politique des anciens présidents de retour d'exil, Jean Bertrand Aristide et Jean-Claude Duvalier, et la crainte de fraudes, supposées ou réelles.

Mais MM. Aristide et Duvalier ont brillé par leur absence en ce dimanche électoral. Et, singulièrement, aucun des deux adversaires, Michel Martelly et Mirlande Manigat, ne s'est aventuré à accuser l'autre camp d'avoir usurpé les élections.

De fait, le camp de M. Martelly, de loin le plus remuant et le plus bruyant, aurait été bien mal avisé de crier au loup. L'ancien chanteur, selon Robert Fatton, politologue à l'Université de Virginie, pourrait avoir bénéficié d'un *«raz-de-marée»* dans les urnes, notamment à Cité Soleil, le plus grand bidonville d'Haïti où la violence est omniprésente.

Si le pays est resté calme, c'est aussi parce que le futur *«président n'est pas un candidat du pouvoir»*, souligne l'influent président des chambres de commerce d'Haïti, Réginald Boulos. *«C'est une vraie alternance et c'est comme cela qu'on construit une démocratie. [...] C'est un tournant pour Haïti.»* Pour preuve: la vague d'euphorie qui a porté Michel Martelly dimanche matin lorsqu'il est allé glisser son bulletin dans l'urne au centre de vote installé au lycée de Pétion-Ville, dans la banlieue de Port-au-Prince.

Mais, prévient Laenec Hurbon, sociologue au CNRS, si M. Martelly semble l'avoir emporté, ce n'est pas tellement à cause de son programme, de droite, mais parce qu'il s'est posé en candidat de la rupture. *«Si Martelly est arrivé là, c'est par défaut. C'est un vote anti-Préval, contre la continuité. Les gens en avaient marre d'un gouvernement sans énergie, ni projet»*, a-t-il expliqué.

Haïti devra encore attendre jusqu'au 31 mars au plus tard pour connaître les résultats provisoires. Le CEP a demandé aux médias de s'abstenir de publier des résultats partiels, sources d'éventuelles violences.

La mission de l'ONU en Haïti (MINUSTAH) a exhorté dans un communiqué *«tous les candidats et leurs partisans à la patience et à la retenue, donnant ainsi un exemple de démocratie, car c'est l'avenir du pays qui est en jeu»*. Reste à voir aussi si Jean Bertrand Aristide et Jean-Claude Duvalier continueront à garder le silence.

Agence France-Presse

L'armée est aux abords de Deraa

Syrie: la contestation s'étend

Des milliers de personnes ont défilé hier à Deraa dans le sud de la Syrie pour la quatrième journée consécutive, après les funérailles d'un jeune tué la veille, alors que l'armée se tenait aux entrées de la ville. Pendant ce temps, les manifestations gagnaient d'autres villes syriennes.

Deraa, sur le plateau du Hauran, est depuis quatre jours le théâtre de manifestations sans précédent contre le pouvoir en Syrie, malgré une loi d'urgence en vigueur depuis 1963.

Les protestations se sont étendues à des villes avoisinantes: à Enkhel où des manifestants ont pris d'assaut une station de police, ainsi qu'à Jassem, où 2000 personnes ont manifesté hier, selon une correspondante de l'AFP. Des dizaines de manifestants ont défilé également en soirée à Nawa, à 35 km de Deraa, en scandant des slogans contre la corruption.

Un enfant de 11 ans qui avait été intoxiqué par des gaz lacrymogènes dimanche lors de la dispersion d'une manifestation à Deraa par les services de sécurité, a succombé hier, a annoncé un militant des droits de la personne. Mounzer Moumen al-Masalmah, a été enterré rapidement *«sur ordre des services de sécurité»*, a-t-il précisé. *«Plus de 800 personnes sont portées disparues à Deraa»* depuis le déclenchement des manifestations vendredi, selon cette même source.

KHALED AL-HARIRI REUTERS

Des manifestants se sont rassemblés devant le palais de justice de Deraa hier.

Des centaines de manifestants ont observé un sit-in à l'intérieur et près de la Mosquée Omari, à Deraa. *«Nous allons poursuivre le sit-in jusqu'à ce que toutes nos demandes pour la liberté soient satisfaites»*, a indiqué un manifestant.

L'armée syrienne était déployée aux entrées de Deraa et effectuait des contrôles d'identité, sans intervenir, selon une correspondante de l'AFP.

«Les forces de sécurité ont tenté d'empêcher une participation massive aux obsèques, mais des milliers de personnes se sont rassemblées malgré tout», a indiqué un témoin.

La veille, des centaines de manifestants avaient mis le feu au palais de justice ainsi qu'à d'autres bâtiments et à des voitures à Deraa, après des heurts avec les forces de l'ordre qui ont fait deux morts et 100 blessés.

Le mouvement de protestation a été lancé le 15 mars à Damas après un appel via une page Facebook intitulée «la révolution syrienne contre (le président syrien) Bachar al-Assad 2011», à manifester pour *«une Syrie sans tyrannie, sans loi d'urgence ni tribunaux d'exception, sans corruption ni monopole des richesses»*. *«Toutes les raisons pour un changement existent»* en Syrie, gouvernée d'une main de fer, soulignent certains analystes.

Agence France-Presse et Reuters

CÔTE D'IVOIRE

Des milliers d'Ivoiriens s'engagent pour défendre Laurent Gbagbo

Abidjan — Des milliers de partisans de Laurent Gbagbo ont affirmé hierleur refus d'admettre sa défaite, malgré la reconnaissance par le communauté internationale de la victoire de son rival, Alassane Ouattara, au second tour de la présidentielle de novembre dernier.

Charles Blé Goudé, qui dirige l'organisation de jeunesse des partisans du président ivoirien sortant, avait appelé samedi ses «Jeunes patriotes » à s'enrôler dans l'armée afin de *«libérer»* la Côte d'Ivoire.

Lors d'un rassemblement organisé à Abidjan, en présence de 10 000 de ses partisans, Blé Goudé, dont l'organisation est accusée d'inciter à des attaques contre les civils et les Casques bleus de l'ONU, a semblé confirmer le sentiment que le pays était bel et bien en train de basculer dans une nouvelle guerre civile.

La communauté internationale a reconnu la victoire d'Alassane Ouattara lors du second tour de la présidentielle, le 28 novembre, tout comme l'avait fait la commission électorale ivoirienne. Selon l'ONU, les violences ont fait depuis lors 435 morts et produit 450 000 réfugiés.

Répondant à l'appel de Charles Blé Goudé, de Jeunes patriotes faisaient hier la queue devant les bureaux d'enrôlement dans l'armée, scandant des slogans assurant que *«les rebelles mourront»* et que *«nous allons tous les tuer maintenant»*.

Le stade où s'effectuait le recrutement étant plein, des militaires ont tenté d'en refermer les grilles, mais, dépassés par le nombre, ils ont dû y renoncer. Cet afflux illustre l'influence croissante de Blé Goudé, qui est ministre de la Jeunesse de Gbagbo.

Hier, une quinzaine de Jeunes patriotes ont été hospitalisés à Abidjan pour des blessures graves. Selon leur version des événements, ils sont tombés dans une embuscade tendue par une dizaine d'assaillants alors qu'ils se rendaient dans un centre de recrutement.

«Ils ont pointé leur kalachnikov sur nous et nous ont emmené dans des baraquements où nous avons été frappés à l'aide de bâtons et de matraques», a raconté l'un d'entre eux, Patrice Kouamé.

De son côté, Alassane Ouattara a reconnu la semaine dernière les ex-rebelles des Forces nouvelles (FN) comme faisant partie intégrante de la nouvelle armée ivoirienne qu'il a rebaptisée Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

Les FRCI ont dit hier s'être emparées d'une quatrième ville dans l'ouest. *«La ville de Blolequin est maintenant contrôlée par les FRCI depuis ce matin à l'issue de combats acharnés»*, a déclaré Mara Lacine, porte-parole des FRCI dans l'ouest.

Un négociant en cacao de la ville voisine de Guiglo a confirmé que les forces pro Gbagbo s'y étaient repliées en provenance de Blolequin.

Si les ex-rebelles s'emparent de Guiglo, ils auront un accès direct à travers la forêt à l'important port de San Pedro.

Reuters

JAPON

Nouvelle alerte à Fukushima

Le personnel est évacué alors que de la fumée s'échappe de deux réacteurs

Des fumées se sont échappées lundi de la centrale nucléaire de Fukushima, entraînant l'évacuation d'une partie du personnel qui travaille sans relâche depuis plusieurs jours pour remettre en service les systèmes de refroidissement des réacteurs.

En après-midi, *«nous avons reçu un rapport de la centrale indiquant qu'une fumée grise puis noire s'échappait du toit du réacteur 3. Nous avons ordonné l'évacuation temporaire des ouvriers qui se trouvaient à proximité»*, a annoncé l'opérateur du site, Tokyo Electric Power (Tepco). Cette émanation s'est arrêtée peu après 18h, a déclaré ensuite l'Agence de sûreté nucléaire japonaise, qui a cependant simultanément fait état d'un panache de vapeur blanche, s'échappant du réacteur 2. L'Agence n'a pas été en mesure d'expliquer l'origine de ces rejets.

Il s'agit des premiers incidents notables signalés depuis mercredi dans la centrale de Fukushima 1 endommagée par le séisme et le tsunami du 11 mars. Le réacteur 3 est au centre des préoccupations depuis plusieurs jours.

Gravement touché par une explosion qui a soufflé la partie supérieure du bâtiment, il est chargé de combustible MOX, un mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium, plus long à refroidir et dont les rejets sont considérés comme particulièrement nocifs.

L'Agence de sûreté nucléaire a annoncé dans un premier temps que la salle de contrôle du réacteur 2 pourrait être partiellement remise en service hier, avant de concéder que cette opération pourrait être retardée à cause des fumées.

Quatre des six réacteurs de la centrale ont été connectés à l'alimentation électrique, mais les équipements doivent être testés par les techniciens avant d'être alimentés, pour éviter un court-circuit. Selon la télévision publique NHK, ces vérifications pourraient encore prendre deux à trois jours.

REUTERS

De la fumée s'échappait hier du réacteur nº 3 de la centrale de Fukushima.

Contamination

Par ailleurs, des niveaux anormalement élevés de substances radioactives ont été détectés dans l'eau de mer près de la centrale de Fukushima, a annoncé Tepco dans la nuit de lundi à hier. Les taux d'iode 131 et de césium 134 étaient respectivement 126,7 fois et 24,8 fois plus élevés que les normes fixées par le gouvernement,et le taux de césium 137 était 16,5 fois plus élevé que la normale, a précisé un responsable de Tepco, Naoki Tsunoda, assurant que ces niveaux de radioactivité ne constituaient pas une menace pour la santé humaine.

Le système de refroidissement du réacteur 5, à l'arrêt pour maintenance au moment du séisme et qui n'a pas subi d'explosion, fonctionnait normalement hier via une nouvelle alimentation électrique extérieure tandis que celui du réacteur 6 était toujours relié à un groupe électrogène de secours.

En attendant le redémarrage d'une partie des équipements de refroidissement de la centrale, soldats et pompiers ont continué à asperger les réacteurs grâce à des canons à eau, afin de refroidir le combustible et d'éviter le rejet de quantités importantes de radioactivité dans l'atmosphère. Ils ont dû suspendre leurs opérations après l'apparition des fumées.

Des niveaux anormalement élevés de substances radioactives ont été détectés dans l'eau de mer près de la centrale de Fukushima

À Tokyo

La population nippone restait en alerte, notamment les 35 millions d'habitants de la région de Tokyo, qui craignaient que le vent du Nord soufflant sur la centrale ne propage des substances radioactives jusque dans la capitale, située à moins de 250 km au sud-ouest.

Le gouvernement a tenté de rassurer, répétant que le niveau de radioactivité présent dans la pluie, l'eau du robinet, ou dans certains aliments autour des réacteurs endommagés par la catastrophe ne menaçait pas la santé.

Le gouvernement a annoncé que la centrale Fukushima 1 serait définitivement fermée. Selon le journal *Asahi Shimbun*, Tepco prévoit une dizaine d'années de travail pour démanteler complètement le site, en raison du niveau élevé des radiations.

Sur la côte Pacifique du Nord-Est, dévastée par un séisme de magnitude 9 et par un tsunami de plusieurs mètres de haut, les secouristes poursuivaient leurs efforts pour tenter de retrouver des survivants.

Le bilan, toujours provisoire, approchait des 22 000 morts et disparus, avec 8805 décès confirmés et 12 664 personnes dont on reste sans nouvelles, selon les données actualisées lundi soir par la police.

Agence France-Presse

Associated Press

Plaidoyer pour une AIEA plus active

Vienne — L'Agence internationale de l'énergie atomique devrait dépasser son simple rôle de conseillère et être proactive pour s'assurer qu'une catastrophe telle que la crise nucléaire japonaise ne se reproduise plus, ont affirmé le Canada et les États-Unis, dans une déclaration conjointe, hier, alors que 35 membres de l'organisation étaient réunis à Vienne, en Autriche.

Peu avant, le président de l'AIEA, Yukiya Amano, avait souligné que les pays membres de son organisation devaient eux-mêmes prendre des mesures de sécurité et que l'organisation internationale pouvait simplement fournir des informations et des conseils.

Ottawa et Washington ont aussi expliqué que les membres de l'AIEA devraient maintenant évaluer la performance de l'organisation par rapport à la crise nucléaire au Japon. Le délégué américain, Glyn Davies, a notamment affirmé que le conseil de l'organisation travaillerait avec M. Amano pour s'assurer que l'AIEA déploie toutes les ressources disponibles pour résoudre la crise japonaise.

La crise nucléaire au Japon a braqué les projecteurs sur les importantes défaillances des processus de réponse à de telles catastrophes, a reconnu le président de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a fait valoir que des correctifs devaient être apportés, et ce, partout dans le monde.

Même si la situation à la centrale de Fukushima Dai-chi demeure grave, certains développements positifs commencent à se faire sentir, a-t-il ajouté.

Tokyo et les représentants de l'AIEA ont indiqué que la situation d'urgence pourrait être entrain de s'amenuiser. Mais l'attention des médias se tourne maintenant sur le passé de la centrale. L'agence japonaise de sûreté nucléaire a affirmé que l'opérateur du complexe avait été critiqué à répétition pour ne pas avoir inspecté des éléments importants de la centrale.

Yukiya Amano a plusieurs fois répété que le rôle de l'AIEA se limitait à fournir des conseils à Tokyo et aux autres pays membres. L'organisation ne peut s'assurer du respect des règlements internationaux ou locaux par chaque capitale, a-t-il dit.

Raids israéliens sur Gaza

Gaza — Israël a lancé hier une demi-douzaine de raids aériens dans la bande de Gaza, faisant au moins 19 blessés, à la suite de tirs d'obus de mortier et de roquettes sur l'État hébreu, ont rapporté des témoins ainsi que des groupes d'activistes.

Des responsables de la santé du Hamas ont fait état de 19 blessés, dont quatre activistes, sept enfants et deux femmes, à la suite des attaques israéliennes.

Les radicaux du Hamas, qui contrôlent l'étroite bande côtière, ont accentué leurs tirs de roquette sur Israël deux ans après l'intervention de Tsahal.

Le Mouvement de résistance islamique (Hamas) a ainsi revendiqué la responsabilité de la vingtaine de tirs de mortier et de roquette recensés ce week-end.

L'état-major israélien a confirmé l'une des attaques aériennes d'hier en précisant qu'elle visait des activistes affiliés au Hamas dans le nord de la bande de Gaza ainsi qu'un tunnel servant à acheminer des armes de contrebande.

Samedi, Tsahal avait tué deux Palestiniens à Gaza lors d'un accrochage à la frontière.

La semaine dernière, le président palestinien, Mahmoud Abbas, dont le Fatah a été chassé de force par le Hamas de Gaza en 2007, s'est dit prêt à se rendre dans cette enclave palestinienne pour discuter d'une réunification du mouvement palestinien.

Reuters

FRANCE

SOS Racisme dénonce la «chasse aux Roms»

Paris — SOS Racisme a accusé hier le ministère français de l'Intérieur de poursuivre le fichage ethnique des Roms et dit avoir saisi le Conseil d'État et déposé plusieurs plaintes visant les forces de l'ordre.

L'association précise avoir engagé devant le Conseil d'État un recours contre les circulaires du 5 août et du 13 septembre, derniers, qui avaient été dénoncées par Viviane Reding, commissaire européenne aux droits fondamentaux.

«En plus du délit de fichage ethno-racial, les services du ministère ont continué à exploiter les informations recueillies dans les tableaux concernant les données visant les populations Roms, alors même que cette notion ne devait plus apparaître depuis le 13 septembre 2010», écrit SOS Racisme dans un communiqué.

L'association appelle également à la mise en place urgente d'une enquête parlementaire *«pour mettre fin à la chasse aux Roms»*.

Les autorités françaises ont démantelé de nombreux camps de gens du voyage et reconduit plus de 8000 Roms d'origine roumaine en 2010 sur décision du président Nicolas Sarkozy.

Accusé de discrimination envers les Roms, le gouvernement français estime cependant avoir remporté une partie diplomatique avec la décision de la Commission européenne, le 19 octobre, de renoncer à ouvrir une procédure d'infraction contre la France.

Le Conseil d'État avait rejeté deux jours plus tard les recours en annulation déposés par plusieurs associations de défense des droits de la personne contre le fichier Oscar, qui vise à empêcher les bénéficiaires de l'aide au retour d'en jouir plusieurs fois. Mais pour SOS Racisme, Paris n'a pas renoncé au fichage ethnique.

L'association a donc saisi à nouveau la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui avait refusé une première fois d'ouvrir une enquête sur le refus du ministère de l'Intérieur de rendre publics les *«tableaux annexés»* des préfectures sur les gens du voyage.

Reuters

Obama propose un nouveau partenariat à l'Amérique latine

Santiago — Depuis le lieu hautement symbolique du palais présidentiel de la Moneda à Santiago, le président Barack Obama a proposé hier une *«nouvelle ère de partenariat»* à l'Amérique latine, qui a selon lui un destin lié aux États-Unis, et est appelée à jouer *«un plus grand rôle dans le monde»*.

Dans le palais où le président Salvador Allende avait péri lors du coup d'État militaire de 1973, M. Obama a reconnu lors d'une conférence de presse avec son homologue Sebastian Pinera que *«l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine a été, par moments, extrêmement difficile»*.

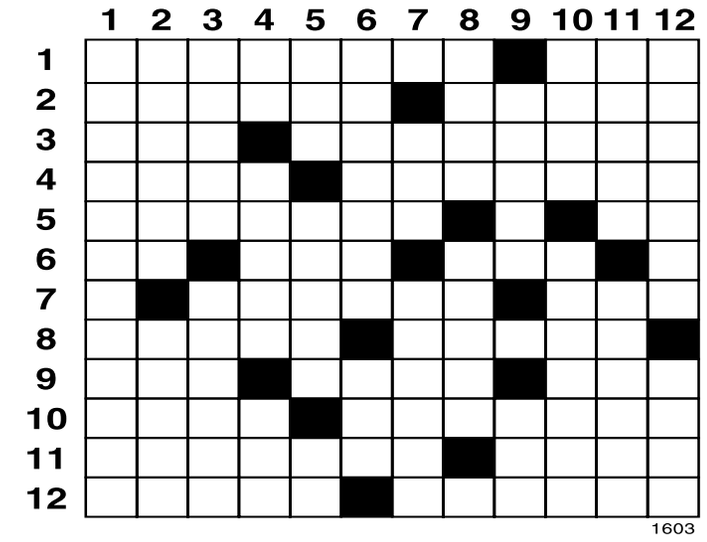
Cette visite a donné lieu à Santiago au cours du week-end à des manifestations mettant en cause le rôle des États-Unis au moment de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990) et demandant des excuses.

M. Obama s'en est abstenu, remarquant qu'*«il est important pour nous d'apprendre de notre histoire, mais de ne pas en être prisonniers, car nous avons nombre de défis à relever à l'avenir»*.

À ce titre, le dirigeant américain a salué le parcours du Chili, entré l'an dernier dans l'OCDE, le club des pays les plus riches, y voyant *«l'une des plus grandes réussites en Amérique latine»*. Il a également établi une analogie entre le retour de la démocratie en 1990 et les révoltes populaires qui agitent actuellement le Moyen-Orient.

«À une époque où à travers le monde des peuples luttent pour leur liberté, le Chili montre que oui, il est possible de réaliser la transition d'une dictature vers la démocratie, et d'une manière pacifique», a-t-il relevé lors du discours qu'il a ensuite prononcé dans un centre culturel proche de la Moneda. – *Reuters*

MOTS CROISÉS



1603

HORIZONTALEMENT

1. Dénouement heureux d'un film - Résidu de la mouture des céréales.
2. Déglutir - Indigné.
3. On y boit - Qui commence à paraître.
4. Grandes divisions - Épée.
5. Baie rouge - Avant le mi.
6. Sélénium - Dévorée - On en fait du pain.
7. Cherche à séduire - Au fond d'un récipient.
8. Colorer en brun-jaune - Respirations rauques.
9. Celui qui règne dans un domaine - Fait partie de la famille des cervidés - Flexible.
10. Mammifère carnivore - Débuts.
11. Inflammations - Pilastre cornier.
12. Construction vitrée - Reproduire un bruit.

VERTICALEMENT

1. Institution anglo-saxonne qui garantit la liberté et protège contre les arrestations arbitraires.
2. Endommagé - Entouré de soins attentifs.
3. Pomponner - Bluffer.
4. Pluriel - Sur le dos d'une monture - Dans un ballon.
5. Monnaie asiatique - Briller - Instrument d'architecte.
6. Écorcher - Général né en Virginie.
7. Anticosti - Paralysé par un sentiment violent.
8. Proportionné - Grand ouvert.
9. Commun - Musique algérienne.
10. Célébrité - Fait partie d'un tout.
11. Enjoliver - Petite plante lacustre.
12. Précision - Consommer un produit.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	T	R	A	C	A	S	S	E	R	I	E	S
2	R	E	J	E	T	T	E	■	O	V	N	I
3	A	M	O	N	■	O	R	D	U	R	E	S
4	N	■	U	T	C	■	G	A	L	E	R	E
5	Q	A	T	■	O	B	E	R	E	■	G	■
6	U	R	E	T	R	E	■	T	R	O	I	E
7	I	R	■	E	R	R	E	R	■	P	E	T
8	L	I	V	R	E	■	T	E	L	E	■	R
9	L	E	I	■	C	L	E	■	O	R	M	E
10	I	R	R	I	T	E	■	O	C	E	A	N
11	T	E	E	S	■	N	A	V	A	R	I	N
12	E	S	S	E	N	T	I	E	L	■	S	E

1602

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

CULTURE

SOURCE RADIO-CANADA

La websérie *Neuroblaste* a le mérite de faire vivre Montréal telle qu'elle est, avec des personnages bilingues.

Éclatons-nous les neurones

Neuroblaste, alléchante websérie en bande dessinée

STÉPHANE BAILLARGEON

Les productions dessinées se suivent et ne se ressemblent pas sur les plateformes de Radio-Canada. La Télévision diffusait hier soir le premier épisode de la série *Vie de quartier*. La *sitcom* dessinée pour adultes se veut dans la tradition des *Simpson* et Cie, mais ne livre malheureusement pas la marchandise acide, décapante et critique attendue dans ce créneau.

La semaine prochaine, ce sera au tour du portail Internet *radio-canada.ca* (puis du site *Tou.tv*) d'en rajouter avec une production beaucoup plus prometteuse intitulée *Neuroblaste*. Ça se regarde franchement très agréablement.

Il s'agit en fait d'une websérie en bandes dessinées animées. La forme se rapproche de la BD croisée avec le radio-roman, les images fixes étant donc agrémentées de sons et de paroles (même Marc Labrèche prête sa voix). Les «webcomics» plus ou moins animés sont très populaires en anglais alors que les francophones défendent mordicus la tradition du papier.

Neuroblaste raconte une histoire de science-fiction inspirée de faits réels. Dans les années 1960, la CIA a vraiment subventionné des expériences sur le lavage de cerveau menées à Montréal.

Partant de là, les concepteurs de la série ont imaginé un suspense scientifique sur fond de vaste complot mondial. Le suspense oscille autour d'étudiants en science de l'Université McGill forcés de collaborer avec un laboratoire ultrasecret de neuroscience.

Le résultat s'avère étrangement dynamique, et la série voyage beaucoup, avec des scènes à New York ou Dubaï. Le dessin ne connaît pas de contraintes. *«C'est rare au Québec qu'un auteur se fasse dire: "Écris-nous une fiction avec des ramifications internationales"»*, a blagué Pierre-Michel Tremblay, idéateur et scénariste de la série, dans une lettre lue hier au visionnement de presse.

La série a en plus le mérite de faire vivre Montréal telle qu'elle est, avec des personnages bilingues. Et pourquoi le méchant est-il un anglophone? a demandé une collègue hier. Les apparences peuvent être trompeuses, et le méchant ne sera peut-être pas qui l'on croit, a répondu Jérôme Hellio, directeur du contenu Internet de Radio-Canada qui a «acheté» et soutenu ce beau projet.

Une quinzaine de personnes y ont travaillé pendant plus de 18 mois. La production a nécessité environ 2000 planches.

Les épisodes durent quatre minutes chacun. Il y en aura treize au total. Des courts métrages sur le *making-of* et un blogue tenu par un des jeunes personnages (la scientifique Aube) complètent la proposition. Le blogue rajoute des informations soit sur le complot inventé, soit sur de vraies de vraies recherches.

Le Devoir

EN BREF

Fantasia au secours des sinistrés nippons

Le samedi 26 mars, le rendez-vous de film de genre Fantasia organise un marathon de cinéma japonais pour venir en aide aux sinistrés nippons. Cette soirée-bénéfice, qui débutera à 16h au Théâtre Hall de l'Université Concordia, met au programme trois films japonais ayant connu un grand succès à Fantasia: *Adrift in Tokyo* de Satoshi Miki, *Kamikaze Girls* de Tetsuya Nakashima et *Survive Style 5+* de Gen Sekiguchi. La contribution minimale est de 10 $ par film et la totalité des recettes sera transmise à la Croix-Rouge canadienne, fonds Séisme au Japon/Tsunami en Asie-Pacifique. Des prix de présence seront tirés au long de la soirée. – *Le Devoir*

Petit printemps des poètes

Pour souligner la Journée mondiale de la poésie, qui avait lieu hier, et l'arrivée du printemps, une douzaine de poètes montréalais prendront quelques minutes pour lire des extraits de leurs textes en prélude des spectacles, films et expositions présentés dans le réseau Accès culture de Montréal. L'événement, baptisé *Fais-moi la poésie 2011,* permet ainsi de découvrir, par flashs et jusqu'au 23 avril, le travail des Denise Brassard, Louise Dupré, Martine Audet, Nicole Brossard, José Acquelin, Catherine Harton, Yolande Villemaire et Benoît Jutras. – *Le Devoir*

Oncle Boonmee est désigné meilleur film à Hong Kong

Hong Kong — Le film thaïlandais *Oncle Boonmee* (*celui qui se souvient de ses vies antérieures*) a été désigné meilleur film de l'année au festival de film asiatique de Hong Kong, un an après avoir triomphé au Festival de Cannes. Parmi les autres prix annoncés hier, le film *Poetry* a valu au cinéaste sud-coréen Lee Chang-dong les trophées de la meilleure réalisation et du meilleur scénario. – *AP*

THÉÂTRE

Non mais, chose…

MICHEL BÉLAIR

C'est le week-end prochain, plus précisément dimanche 27 mars, que l'on fêtera l'anniversaire de ma fille adorée — ce qui vous concerne un peu moins, je vous l'accorde — et la Journée mondiale du théâtre. En ces temps de soulèvements en tous genres et de menaces de tout type, de centrales nucléaires qui menacent d'exploser et de tyran qui n'hésite pas à bombarder des foules de civils impuissants, à quoi peut bien servir une Journée du théâtre, aussi mondiale soit-elle? Hum?

D'ailleurs, à quoi sert tout bonnement le théâtre? Vous le savez, vous? Demandez au ministre James Moore, par exemple, posez la question un peu partout autour de vous et vous verrez ce que l'on vous répondra. Dans le meilleur des cas, vous rencontrez quelque chose qui ressemble à de l'hébétude plus ou moins feinte ou de l'indifférence parfois à peine polie.

Surprise: beaucoup plus de gens que vous le croyez vont par contre vous répondre avec irritation. Avec tout plein de sous-entendus derrière leurs mots propres. Genre: sus à l'élitisme! Petite clique! Favorisés, va! Tout juste si le mot *«parasites»* ne claque pas au vent, en bouts d'arguments. Pffff. Non mais, chose…

Jessica Kaahwa nous dit voir le théâtre comme «un outil capital pour la paix et la réconciliation des peuples»

D'autres vont rejoindre ces nouveaux croisés pour la défense des masses laborieuses en passant par la cour arrière en soutenant qu'on donne déjà trop d'argent… alors qu'il faudrait plutôt songer à divertir le bon peuple qui doit se serrer la ceinture et qui a besoin de respirer un peu. De relâcher un peu de pression. De rire, quoi. De s'asseoir tranquille et de regarder.

C'est un peu pour tenter de répondre à ce genre de réactions que l'Institut international du théâtre (IIT) a eu l'idée de cette Journée mondiale il y a déjà 50 ans. Pour *«sensibiliser l'opinion publique au rôle de la création théâtrale dans le développement des sociétés»* comme on peut le lire sur le site du Conseil québécois du théâtre (CQT: *www.cqt.ca*). On a ainsi pris l'habitude un peu partout, depuis quelques années, de lire ce jour-là avant le début des représentations, un texte d'une *«personnalité de la planète Théâtre»*. C'est la metteure en scène ougandaise Jessica Kaahwa qui a écrit cette année cette lettre au monde entier comme l'ont fait Michel Tremblay en 2000 et Robert Lepage en 2008.

Dans des mots qui n'ont rien d'élitiste, bien au contraire, Jessica Kaahwa nous dit voir le théâtre comme *«un outil capital pour la paix et la réconciliation des peuples»*. Elle parle d'une *«alternative viable à la gestion des conflits»*. Pour elle, *«le théâtre apporte une vision nouvelle qui incite à déconstruire les perceptions* […] *à faire table rase du passé»*; il faut *«l'intégrer dans la vie quotidienne tout en prenant en compte les questions critiques de conflit et de paix»*. Elle conclut en nous invitant à considérer le théâtre *«comme un instrument de dialogue», «une alternative spontanée, humaine, moins coûteuse et bien plus puissante* [que l'intervention armée]*»*. Etonnant, non!

Bon. On est loin ici de ce type d'urgence; pas de Fukushima, de Kadhafi, même de Gbagbo ou de Duvalier. Que des Don Cherry et des André Arthur ordinaires. Sans oublier, bien sûr, ces animateurs de radio poubelle et de télé bien-pensante qui viendraient sans doute tempérer un peu l'enthousiasme de notre metteur en scène si elle osait venir ici affirmer ce genre de choses: non mais... Le propos de la metteure en scène africaine n'en demeure pas moins pertinent. Même dérangeant parce que trop concret. Il rejoint néanmoins sans problème celui d'Olivier Kemeid — c'est lui qui a rédigé le message québécois cette année — qui lira son propre texte samedi 26 mars au TNM avant la représentation d'*Hamlet*.

Une foule d'autres événements sont prévus pour marquer cette Journée mondiale du théâtre à Montréal et à Québec où, entre autres, des escouades de comédiens réinvestiront encore cette année les transports en commun. Des activités auront aussi lieu à travers tout le Québec, notamment au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Abitibi; on aura une idée de l'ensemble des célébrations en consultant le site du CQT qui devrait continuer à s'enrichir toute la semaine durant. Cliquez pour voir!

Un agenda trop serré?

Puisque l'on vient de parler du CQT, rappelons que le Conseil organisait la semaine dernière une rencontre à l'usine C pour discuter du fameux Agenda 21c dont nous parlait la ministre Christine St-Pierre en février à l'occasion de la Bourse Rideau, à Québec. Plus de 70 personnes ont participé à la réunion du 14 mars, dont Simon Boudreault, René Derouin et David Lavoie.

Officiellement, tout le monde s'est mis d'accord pour continuer la discussion, mais plusieurs voix dissidentes se sont fait entendre selon nos sources. Certains artistes déploreraient *«la précipitation de la ministre»* et de *«ne pas être associés plus qu'il faut»* à la démarche qui leur apparaît un peu téléguidée et même un peu *«désincarnée»*, sinon *«politisée»*. D'autres sont allés jusqu'à mettre les points sur les «i» en proposant de rebaptiser l'exercice «Agenda 21c des arts et de la culture».

C'est évidemment une discussion à suivre de près et l'on peut en capter les premiers échos sur le site du CQT (*cqt.ca/evenements/rdv/750*).

En vrac

■ Toujours dans le cadre de la fameuse Journée mondiale du théâtre, la série PdA Junior propose *Le Quartier,* une installation théâtrale mise en scène par Karine St-Arnaud du Théâtre sous la Main. L'événement gratuit destiné aux familles montréalaises sera présenté dimanche de 11h à 15h dans le tout nouvel Espace culturel Georges-Émile-Lapalme de la Place des Arts. Attention de ne pas trébucher dans de grandes boîtes en carton si vous en apercevez dans le secteur...

■ Nos lecteurs de Québec auront l'occasion, eux, de participer samedi à l'événement «Les Ados font la fête au théâtre!» pour la dixième année; huit jeunes troupes de la région de la Vieille Capitale présenteront leur travail avant d'assister en soirée à une représentation de *S'embrasent*, une production visant les adolescents dès 13 ans — on vous souhaite tout simplement d'avoir un fils ou une nièce sous la main pour ne pas rater ce texte flamboyant de Luc Tartar brillamment mis en scène par Éric Jean. Tout cela se passe au Théâtre Les Gros Becs. La création du Théâtre Bluff prend l'affiche dès demain jusqu'au 26 mars avant de traverser les grandes eaux et de se pointer au festival Méli'Môme, à Reims. On se renseigne aux Gros Becs au ☎ 418 522-7880.

■ Là-dessus, bonne semaine, comme dit l'autre; la prochaine chronique vous parviendra justement de Reims où trois compagnies québécoises (le Théâtre Bluff, on vient de le voir, mais aussi le Théâtre Incliné, avec *Le Train*, et Cas Public, avec *Variations S*) participent au festival Méli'Môme. On se reparle de tout cela.

À LA TÉLÉVISION

CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Le Téléjournal 18 h		30 vies	La Facture	Beautés désespérées / Retour vers le passé		Louis-José Houde: Suivre la parade Partie 2 de 4		Le Téléjournal	22h45 Nouv. sports	23h05 Les lionnes / Marie-Lise Pilote , MC Gilles.		0h05 Pour le plaisir
TVA	TVA nouvelles	Le cercle	Les Gags	Le défi des champions	Dr House / Ça va bien et vous? / Zoe McLellan		La promesse		TVA nouvelles	22h45 Denis Lévesque		23h45 Le match	0h25 SOLEIL VERT (1973)
TQ	Kaboum!	Tactik / A qui la faute?	Le code Chastenay	Art sous enquête	National Geographic / Le secret nucléaire du Titanic		LES COMPÈRES (1983) avec Gérard Depardieu, Anny Duperey, Pierre Richard.			22h35 Le canal masqué	23h05 Les francs-tireurs / Messmer		0h05 Période de questions
V	Atomes crochus	Un souper presque parfait	Remise à neuf	Veux-tu m'épouser?	JUGEMENT SANS APPEL (2008) avec Sebastien Roberts, Steve Byers, Erica Durance.				Un gars le soir	Dumont	Atomes crochus	Call TV	
RDI	Le Téléjournal /18h15 Economie		24 heures en 60 minutes		Les grands reportages		Le Téléjournal RDI		RDI économie	22h45 National	Le Téléjournal	23h45 Sports	24 heures
TV5	17h50 Champion	Journal FR	Cachalots, secrets		La bataille de l'eau		Sexe, amours / Sexe.com		ADN	22h45 Nouvo	TV5 le journal	23h35 Ah, c'était ça la vie!	
D	Fallu plaisante		Les capitaines crochet		Agressions animales		Voyage d'enfer / Sierra Leone		Experts en crime		Morts insolites	Morts insolites	Docu-D
VIE	ByeMaison	Idées-grandeur	Idées grandeur	Cuisinez Louis	Instinct survie	Instinct survie	Des maisons d'occasion$		Décore ta vie	Maître chez soi	Je t'aime	A louer	Cinéma
MP	17h30 Palmarès		L'univers M+	M.Net	Mon char	Punk'd: Stars	Modèle de beauté		Room Raiders	Les Dudesons	Top Modèle		L'univers M+
MX	Génération 80		Benezra reçoit		Régime tempo		Style Star	Relooking Star	Musicographie québécoise		Benezra reçoit		Grands slows
VRAK.TV	Les frères Scott		Dix choses que	Grenade?	Dans le trouble	Famille parfaite	90210 Beverly Hills		70	Le Steph show	Fan Club	FrankGirard	Hors d'ondes
TTF	Les Simpson	Les zybrides	L'intrépide	Johnny Test	Île des défis	Stoked	Les Simpson	Family Guy	TêtesClaques	South Park	Les Simpson	Cosmos	Star Wars
RDS	Sports 30		Hockey 360°	LNH Hockey / Sabres de Buffalo c. Canadiens de Montréal (D)					L'antichambre (D)		Sports 30	Canadiens express	
HISTORIA	Camping, escargot		Le tour du jardin		Passion maisons		NCIS enquêtes / Intrusion		Pawn Stars	Absurde	Ecrous et boulons		JAG
ARTV	Terre humaine		Voix humaines	Rumeurs	Les grandes entrevues / Fabrice Luchini			Les Touilleurs		Comme magie	Studio 12 / Alfa Rococo		Rumeurs
SERIES+	Veronica Mars / Betty		C.S.I: Miami		Hôtel Babylon		N.I.H. al. médic. / Rêve brisé		Malenfant / L'encaisseur		Doc / Un vieil ami		Cinq soeurs
ZTÉLÉ	La porte des étoiles		Banc d'essai	Comment..fait	L'entrepôt 13		Captifs / Les secrets		Eureka / Temps mort		Chasseurs de fantômes		Comment..fait
C. SAVOIR	Les réussites du Québec		Portes	CodeChasten	Mourir dans dignité			Parc Miguasha	Montcalm...	Génération Y	Mini-EdPsych		Documentaire
ÉVASION	A quoi tu joues / Chine		Mordu de la pêche / Panama		Les petits explorateurs		Embarquement immédiat		Safari photo		Soleil tout inclus / Puerto Plata		Shanti Inde
TFO	64, rue du Zoo	Wonder Choux	RelieF		Les éclaireurs	Terres arc.	LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (1991)				Aliens des fonds marins		Volt
Cinépop	18h10 LES FOUS DE BASSAN (1986) Steve Banner.				LA PEUR DU LOUP (2004) Kevin Bacon.			21h35 LE PARTY (1990) avec Julien Poulin, Lou Babin.				23h25 9 SEMAINES ET DEMIE	
SEcran	Cinéma	18h35 LE KARATE KID (2010) avec Jackie Chan, Taraji P. Henson, Jaden Smith.			3-2-1 Action /21h05 72 HEURES (2010) Jonah Hill.						TERMINATOR REDEMPTION (2009)		
Planète	Lignes d'horizon / Namibie		Horizons		Histoires d'eau	Histoires d'eau	Villages	Ecole de la mer	Routes mythiques		Horizons / Nicaragua		FermeMystère
VOX	Premières	Mise à jour	Mêlez-vous de vos affaires!		Le Confident		Juste pour rire	Les auditions Juste pour Rire		Mise à jour	Le Confident		Mémoire P
CBC	17h00 CBC News	Coronation St.	Wheel Fortune	Jeopardy!	Rick Mercer	InSecurity	Winnipeg Comedy Festival		CBC News: The National		22h55 CBCNews	23h40 Ron J.	Ghost
CTV (Mont.)	News		eTalk	Big Bang	No Ordinary Family		Law & Order: S.V.U.		The Listener / The Magician		News	CTV News	0h05 Daily Sh.
GBL	News	Designer Guys	E.T. Canada	Ent. Tonight	NCIS / Out of the Frying Pan...		NCIS: Los Angeles		The Good Wife		News	Comeback	Ent. Tonight
TVO	DinoDan	Wild Kratts	Can. Rivers	Can. Parks	The Agenda with Steve Paikin		Evolutions / Dino Turkey		The Story of India		The Agenda with Steve Paikin		Time Team
ABC	Smarter Than	World News	Fox 44 News	The Office	No Ordinary Family		Best in Film: The Greatest Movies of Our Time				TMZ	23h35 News	Jimmy Kimmel
CBS	News		Evening News	Ent. Tonight	NCIS / Out of the Frying Pan...		NCIS: Los Angeles		The Good Wife		News	23h35 David Letterman	
NBC	News	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	The Biggest Loser				Parenthood		News	23h35 Tonight Show J. Leno	
FOX	The Simpsons	Met-Mother	2 1/2 Men	2 1/2 Men	Glee / The Substitute		Raising Hope	Traffic Light	Fox 44 News		Met-Mother	Entourage	Enthusiasm
PBS (33)	News		Journal	Outdoor J.	Jerusalem: Center of the World				Frontline / The Suicide Tourist		Business	Charlie Rose	
PBS (57)	News	Business	PBS NewsHour		Ferrets: Excellence		Rustic Living	Roadshow	Frontline / The Suicide Tourist		News	Charlie Rose	
CTV (Corn.)	News		eTalk	Big Bang	No Ordinary Family		Law & Order: S.V.U.		The Listener / The Magician		News	CTV News	0h05 Daily Sh.
A&E	The First 48		The First 48		The First 48		The First 48 / Alias/ Duel		The First 48		The First 48		The First 48
BRAVO	Criminal Minds		Da Vinci's Inquest		At the Concert Hall		MusiCares Person of the Year		YongeStreetRockNRoll		Criminal Minds		Law & Order
DISCOVERY	Cash Cab	How It's Made	Daily Planet / Gigantic Week		How It's Made	How It's Made	Hogs Gone Wild		Flying Wild Alaska		Daily Planet / Gigantic Week		Hogs Wild
HISTORY	Cities of the Underworld		Weird or What?		Rodeo		Pawn Stars	Pawn Stars	American Pickers		Rodeo		Cities
SHOWCASE	Silent Witness		DO YOU KNOW ME? (2009) Jeremy London.				Lost Girl		Burn Notice / Seek and Destroy		NCIS / Code of Conduct		NCIS
TSN	SportsCentre		That's Hockey	LNH Hockey / Sabres de Buffalo c. Canadiens de Montréal (D)					SportsCentre			Off the Record	Boxing
03/22	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Amélie Gaudreau

BUDGET FÉDÉRAL

Après Québec, c'est au tour d'Ottawa de rendre publiques ses prévisions budgétaires et les orientations politiques qui vont avec... Un budget qui n'apaisera probablement pas les rumeurs de déclenchement d'élections qui planent depuis quelque temps.
RDI, dès 15h30

LES VOIX HUMAINES

Un épisode particulièrement amusant et un peu plus «léger» de cette superbe série, dans lequel le Franco-Ontarien-funky-moustachu fait connaissance avec des immigrants d'origine africaine devenus des «fros» modernes, des débroussailleurs de la forêt boréale et chante avec brio leur «point de rassemblement». Ver d'oreille assuré.
Artv, 19h

LA BATAILLE DE L'EAU

En cette Journée mondiale de l'eau, ce panorama de la situation de cette source de vie un peu partout sur le globe permet de comprendre combien elle est menacée et précieuse.
TV5, 20h

BEST IN FILM: THE GREATEST MOVIES OF OUR TIME

Le meilleur du cinéma de langue anglaise, tous genres et toutes époques confondus, dans 15 catégories différentes, d'après un vote populaire en ligne organisé par le service des nouvelles d'ABC et *People Magazine*.
ABC, 21h

CULTURE

La SODEC veut fermer son bureau de Paris

MICHEL DOLBEC

Paris — Dix ans après sa création, la SODEC a décidé de fermer son bureau de Paris au profit d'une *«structure différente»* et moins coûteuse.

Le patron de la Société de développement des entreprises culturelles, François Macerola, l'a confirmé hier soir, au moment où se terminait le Salon du livre de Paris. *«Le mandat est de réfléchir à une nouvelle structure. Il faut être capable de prendre des décisions. On ne va pas confirmer le* statu quo*»*, a dit François Macerola.

Apparemment, la réflexion est beaucoup plus avancée que ne le laisse entendre le président de la SODEC: le scénario arrêté prévoirait en effet la fermeture du bureau parisien, logé à la Délégation générale du Québec à Paris, dès le retour de l'été.

Depuis son ouverture, cette antenne parisienne est dirigée par Christian Verbert, dont le mandat dépasse les frontières de la France puisqu'il est aussi le «commissaire européen» de la SODEC. M. Verbert compte à son actif quelques jolis succès, dont «Cinéma du Québec à Paris» qui a réussi au fil des ans à s'imposer comme une vitrine incontournable du cinéma québécois.

«On a mené un travail valable et irréprochable. Le bureau était une bonne idée, mais qui mérite d'être revue dix ans plus tard dans le cadre de notre positionnement international», explique-t-il.

Apparemment, M. Verbert continuera d'une manière ou d'une autre à représenter la SODEC. Il note d'ailleurs qu'on peut aujourd'hui *«travailler de partout»* avec un ordinateur et un téléphone portables, alors que le bureau *«en dur»* de la SODEC coûte 600 000 $ par année à l'organisme.

François Macerola, décidé à *«mieux optimiser les dollars culturels québécois»*, veut utiliser cette somme autrement. *«Je veux transformer ce qui était jusqu'ici investi dans l'infrastructure en programmation, en création et en contenu»*, a-t-il déclaré.

La disparition du bureau de la SODEC risque de s'ajouter à la fermeture — faute de moyens financiers — de la bibliothèque Gaston-Miron, qui abrite 17 000 ouvrages dans les locaux de la Délégation générale. Seul centre de documentation sur le Québec situé à l'étranger, cette bibliothèque est condamnée à mettre la clé sous la porte d'ici l'automne si on ne trouve pas une autre solution. Récemment, le délégué général, Michel Robitaille, a assuré qu'il était déterminé *«à mettre en valeur»* ce fonds unique, quitte à le voir déménager ailleurs.

«Un fond de cour, ce n'est pas un endroit idéal, a-t-il dit en évoquant son emplacement actuel. *Nous réfléchissons à un autre lieu.»*

Si elles se confirment, la fermeture de la bibliothèque Gaston-Miron et celle du bureau de la SODEC surviendront au moment où la Délégation générale du Québec à Paris s'apprête à célébrer ses 50 ans.

La Presse canadienne

CAROLINE HAYEUR

Sur la chaise électrique, on reconnaît D. Kimm et Laszlo Kolozsy à sa droite.

Bilan du 10e Festival Voix d'Amériques

Un franc succès

L'édition 10e anniversaire du Festival Voix d'Amériques (FVA) s'est terminée vendredi soir. Quelque 3000 festivaliers, des grands spectacles pensés pour l'occasion, des petites soirées, et des mots, des mots, des mots pour ce festival de la parole et du *spoken word*.

CATHERINE LALONDE

C'est le *Cabaret Dada* version *freak show* qui a conclu à la Sala Rossa le 10e FVA. Cette dernière fête laissait pourtant plus de place au corps qu'aux mots, avec ses sketches de femme-homme-à-barbe-avaleuse-de-lames-de-rasoir, de puces savantes ou de maître de l'évasion.

Pour la directrice artistique D. Kimm, l'édition a été *«un succès à tous les niveaux: la fréquentation, la qualité des spectacles, les réactions et le sentiment d'effervescence autour du dixième anniversaire»*, résumait-elle hier en entrevue. Sa surprise? *«Devoir encore refuser du monde pour le septième round du Combat contre la langue de bois, alors qu'on a fait ça à La Tulipe, une salle de 530 places!»* Deux autres spectacles ont aussi joué à guichets fermés, mais donnés, ceux-là, à l'habituelle Sala Rossa, soit le *Spoken métal* de Michel Faubert et Voivod, et le dernier *Cabaret Dada*.

Sans parler de déception, la directrice aurait aimé que plus de spectateurs découvrent Claude Guerre, poète et directeur de la Maison de la poésie de Paris, et son spectacle *Dans le jardin de mon père*. Le parti pris de donner cette forme très intime, avec le public en cercle, sans amplification de voix, n'était pas servi par la craquante Sala Rossa. Un «spectacle de salon» plus que de théâtre. *«Chaque année, on fait un pari plus risqué. C'était celui-là.»*

Parmi les petits spectacles, en orbite, les *5 à 7 band + poésie*, pour la première fois au Divan Orange, ont connu un succès énorme lors qu'Avec pas d'casque et le rappeur algonquin Samian se sont, nous dit-on, emparés du micro. Et les *Shift de nuit*, pour les couche-tard, semblent avoir pris leur propre envol. *«C'est complètement un autre public»*, affirme D. Kimm. Animés à la Casa del Popolo par Pascal-Angelo Fioaramore, suivis d'un micro ouvert qui attire ses propres spectateurs, *«comme si on avait un festival dans le festival. Comme si on avait notre propre* off-*FVA!»*, dit D. Kimm en riant.

En cadeau de 10e anniversaire, le FVA offrait les billets de ses grands spectacles à 10 $, risquant en même temps pour la première fois la grande salle de La Tulipe pour deux soirées. Le bilan financier demeure positif. *«On est serré, mais on arrive*, assure la directrice. *Il faut dire qu'on est une toute petite équipe, que j'assure moi-même plusieurs chapeaux. L'organisation ne coûte pas cher.»* Mais cette situation ne peut plus durer: l'augmentation du financement pour permettre l'embauche d'un directeur général est dans les plans, avant que l'équipe ne soit usée à la corde. Malgré la fatigue, D. Kimm pense déjà à l'année prochaine. *«Je voudrais qu'on soit plus avant-gardiste, investiguer davantage les nouvelles technologies et les arts médiatiques qui permettent d'ajouter de la poésie à la performance et de l'espace à la poésie»*, conclut la directrice.

Le Devoir

Xavier Dolan recevra le prix Lutte contre l'homophobie

Le cinéaste Xavier Dolan recevra de la Fondation Émergence le prix Lutte contre l'homophobie 2011.

L'organisation en a fait l'annonce hier disant que le choix par le conseil d'administration avait été unanime.

Selon la Fondation Émergence, les films de Xavier Dolan ont contribué de *«manière incontestable»* à la lutte contre l'homophobie. Ses films ne sont pas des *«films homosexuels»*, mais plutôt des films où *«l'homosexualité fait tout simplement partie de la vie»*, a souligné la fondation.

Le jeune cinéaste québécois a réalisé les films *J'ai tué ma mère* et *Les Amours imaginaires*, pour lesquels il a obtenu de nombreux prix au pays et à l'étranger. *J'ai tué ma mère* avait notamment décroché trois prix à la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes.

Xavier Dolan vient d'amorcer le tournage de son prochain film, *Laurence Anyways*, qui racontera l'histoire d'un amour impossible entre un homme et une femme alors que l'homme décide de changer de sexe.

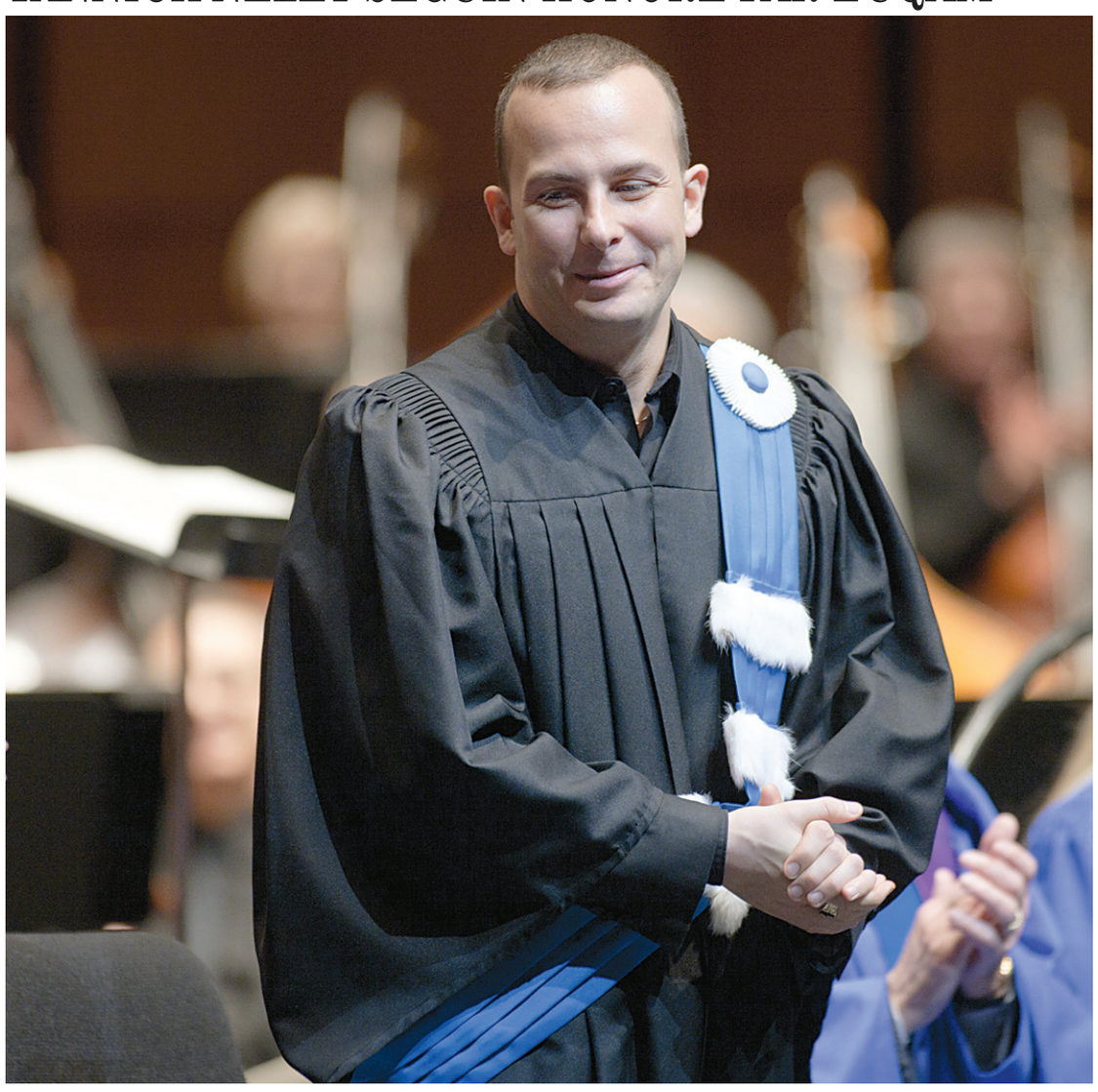
Le président de la fondation, Laurent McCutcheon, a dit croire que Xavier Dolan inspirera les nouvelles générations par *«sa détermination, son courage et sa réussite internationale»*.

Le prix lui sera remis lors d'une cérémonie animée par Joël Legendre, le 11 avril, à Montréal.

Le prix Lutte contre l'homophobie a été créé en 2003 par la Fondation Émergence lors de la première Journée internationale contre l'homophobie. Parmi les précédents lauréats figurent Janette Bertrand, Raymond Gravel, Pierre Elliott Trudeau à titre posthume, Mark Tewksbury, Dany Turcotte et Michel Tremblay.

La Presse canadienne

YANNICK NÉZET-SÉGUIN HONORÉ PAR L'UQAM



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

YANNICK NÉZET-SÉGUIN *a été honoré par l'UQAM hier. Le directeur artistique et chef principal de l'Orchestre Métropolitain a reçu le titre de docteur* honoris causa. *La cérémonie de remise du doctorat honorifique s'est déroulée quelques minutes avant la présentation du concert* Don Quichotte: l'aventure c'est l'aventure!*, prévu à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts et dirigé par Yannick Nézet-Séguin. Par ce geste, l'Université veut souligner le rayonnement international de la carrière du musicien. L'institution veut également souligner son travail en faveur de la démocratisation de l'accès au savoir et à la culture, malgré un horaire de plus en plus chargé et exigeant. Yannick Nézet-Séguin est en effet très engagé auprès des jeunes, auxquels il tient à transmettre son amour de la musique vocale et orchestrale. Il se fait un devoir d'accueillir écoliers et jeunes musiciens lors de répétitions ou en concert.*

CONCERTS CLASSIQUES

44 000 minutes de vie

ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN
Haydn: Symphonie no 101, «L'Horloge». Strauss: Don Quichotte. Denise Djokic (violoncelle), Brian Bacon (alto), Yannick Nézet-Séguin (direction). Salle Wilfrid-Pelletier, lundi 21 mars. À Saint-Laurent ce soir, à Hochelaga-Maisonneuve vendredi et à Pierrefonds dimanche.

CHRISTOPHE HUSS

Certains, à Montréal, cherchent à définir la différence entre Kent Nagano et Yannick Nézet-Séguin. Depuis hier soir, nous avons un élément de réponse: la décence. Il fallait oser; la remise d'un doctorat *honoris causa* de l'UQAM à Yannick Nézet-Séguin — éloge mielleux, musique d'apparat à l'entrée des dignitaires et signature du livre d'or compris! — a eu lieu en public devant 2000 personnes qui n'avaient rien demandé. La durée? Vingt-deux minutes. Soit 44 000 minutes de vies humaines accaparées par un cérémonial pour la gloriole! Kent Nagano a, lui, reçu ses titres honorifiques (UdM et McGill) en milieu universitaire. Logique, la chose ne regarde que l'institution et le récipiendaire. À quel délire mènera la prochaine fois cet invasif culte de la personnalité autour du docteur frais émoulu, drainant sa cour de thuriféraires patentés?

On déplore d'autant plus le malaise créé que la partie musicale partait d'une idée doublement excellente: programmer un poème symphonique de Strauss parallèlement au *Salomé* de l'Opéra de Montréal et poursuivre l'intégrale des *Symphonies londoniennes* de Haydn, si bien entamée jadis.

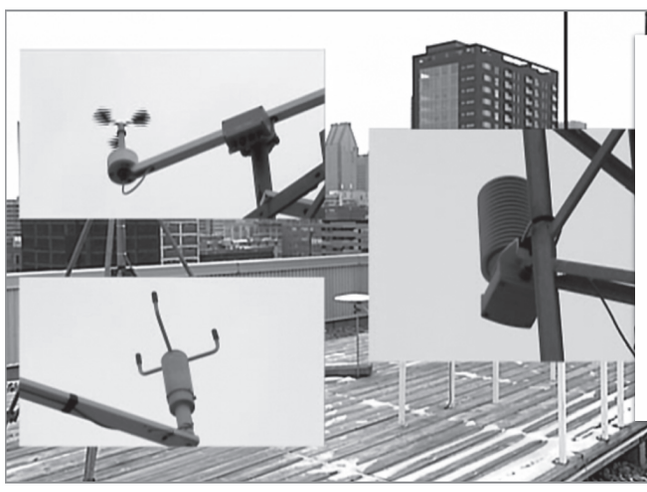
Le chef québécois a d'évidentes affinités avec l'un et l'autre des compositeurs: la précision rythmique et dynamique chez Haydn; la luxuriance des couleurs chez Strauss. Yannick Nézet-Séguin a judicieusement choisi un gros effectif pour Haydn, sans perdre en précision dans les volte-face dynamiques, et la force évocatrice de *Don Quichotte* fut à la hauteur de sa *Salomé*, malgré le violoncelle frêle de Denise Djokic. Même compositeur, mêmes qualités, notamment l'éloquence, la puissance et la sensualité des transitions.

Le Devoir

EN BREF

Tierney en France et en Turquie

Notre-Dame-de-Grâce, le plus récent film du réalisateur et scénariste montréalais Jacob Tierney (*Le Trotsky*), fera ses débuts sur la scène internationale. Le long métrage sera en compétition au 3e Festival international du film policier de Beaune, au cœur de la Bourgogne en France, et puis au Festival international du film d'Istanbul en Turquie, a-t-on annoncé hier. Adapté du livre *Chère voisine* de Chrystine Brouillet par Tierney, ce film de suspense noir réunit le réalisateur et les vedettes Jay Baruchel et Anne-Marie Cadieux. – *La Presse canadienne*



Toxique — ou L'incident dans l'autobus
DU 1ER AU 26 MARS 2011
GREG MACARTHUR / GEOFFREY GAQUÈRE
THEATREDAUJOURDHUI.QC.CA/TOXIQUE
T. 514-282-3900

CULTURE

EN ASSOCIATION AVEC astral
29e FIFA FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SUR L'ART
17 - 27 MARS 2011 • MONTRÉAL
SÉANCES SUPPLÉMENTAIRES À VENIR - CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET

Jésus sauvé des enchères

Les sept bas-reliefs du calvaire d'Oka ont été présentés aux médias avant d'être restaurés

ISABELLE PORTER

Québec — Sauvés *in extremis* d'une vente aux enchères par la Fondation du Musée de la civilisation, les sept bas-reliefs du calvaire d'Oka ont été présentés hier aux médias avant d'être restaurés.

Le directeur du Musée de la civilisation, Michel Côté, a accueilli les médias hier dans la Réserve muséale de Québec pour montrer les sept grands bas-reliefs qui ont échappé de justesse à un encan le 8 mars.

«Ils risquaient d'être séparés, divisés et perdus pour le concitoyen», a expliqué M. Côté qui est allé puiser 150 000 $ dans la Fondation de son Musée pour racheter l'ensemble. Considéré comme une œuvre maîtresse du patrimoine religieux québécois, l'ensemble de sept sculptures du XVIIIe siècle avait été livré à un encan par la paroisse de l'église qui l'abritait. Les responsables de la paroisse avaient justifié leur geste par leur incapacité à boucler leur budget.

Vivement dénoncée par de nombreux experts en patrimoine religieux, la vente annoncée de l'œuvre a été prévenue *in extremis* par l'intervention du Musée qui a profité de la publicité entourant cette affaire pour lancer hier la nouvelle compagne de financement de sa Fondation.

Conçu en 1775 par le Français François Guernon dit Belleville à la demande des pères sulpiciens, cet ensemble de grandes représentations en bois du chemin de Croix visait notamment à transmettre la foi chrétienne aux autochtones du Québec qui ne savaient pas lire et qu'on ne pouvait pas convertir avec la Bible.

Installés à l'origine dans un sentier extérieur, les sept bas-reliefs attiraient des milliers de personnes avant de se faire oublier au tournant des années 1970. Contrairement à la plupart des chemins de Croix qui comptent 14 stations, le Calvaire d'Oka, avec ses sept stations, est plus près de la tradition médiévale, a expliqué hier le conservateur du Musée de la civilisation, Michel Laurent.

Le Musée profitera en outre de l'occasion pour effectuer des travaux de restauration sur l'œuvre, mais il ne s'agit pas de travaux majeurs, plutôt de prévention, a-t-on expliqué. Le directeur du Musée a été très clair là-dessus: il n'est pas question de reconstituer les sections manquantes du calvaire. Rappelons que deux des sept bas-reliefs (Le Crucifiement et La Déposition de la croix) ont été sérieusement endommagés par des vandales au cours des années 1970. De grands morceaux de bois sont arrachés et certaines sections ont brûlé. Ironiquement, les bas-reliefs seront ensuite retournés à l'église qui avait cherché à s'en départir.

Le Devoir

PHOTOS YAN DOUBLET LE DEVOIR

Le directeur du Musée de la civilisation, Michel Côté, a été très clair: il n'est pas question de reconstituer les sections manquantes du calvaire.

Deux des sept bas-reliefs ont été sérieusement endommagés par des vandales au cours des années 1970.

Festival international du film sur l'art

Des starchitectes aux designers

Le design raconté sous toutes ses formes

ISABELLE PARÉ

Le Corbusier, I. M. Pei, Zaha Hadid, Mies van der Rohe: les grandes pointures de l'architecture se bousculent sur les écrans du FIFA cette semaine pour raconter l'art de ceux qui forgent le profil des villes, des quartiers et des bâtiments phares du dernier siècle. Au rayon design, la caméra s'arrêtera sur les rois de la passerelle Balenciaga et Gaultier, sur l'histoire méconnue du Bauhaus et, entre autres, sur l'incroyable épopée du petit cube LEGO qui changea la façon de jouer.

Pour les mordus d'architecture, *Bauhaus – Modèle et mythes* se pose comme un incontournable, car il en déboulonne plus d'un (mythe) au passage. L'éclairage nouveau jeté sur l'école mythique, creuset du design et de l'architecture du XXe siècle, est la clé de voûte de ce documentaire fascinant. Grâce aux témoignages d'anciens élèves, on y révèle les vraies raisons qui ont mené à la fermeture par les nazis de la fameuse pépinière d'artistes et de designers et la complicité jusque-là méconnue entre certains de ses membres et le régime d'Hitler.

Dans une veine plus académique, le court documentaire *Le Pavillon allemand de Barcelone* raconte l'histoire du pavillon iconique construit en 1929 par Mies van der Rohe, détruit en 1930, puis devenu une référence mythique pendant plus de 50 ans, avant d'être finalement reconstruit en 1986. Stan Neuman y dévoile les codes invisibles que cachent les lignes simples tracées par Rohe, mues par des règles d'or similaires à celles que les anciens Grecs avaient adoptées pour dresser leurs temples.

À l'autre bout du spectre, les documentaires sur Zaha Hadid, «lionne» parmi les starchitectes, et *I. M. Pei: Building Modern China*, disent toute la complexité d'adapter l'architecture moderne à l'architecture traditionnelle, dans des pays où le passé fait souvent loi. Pei, à qui l'on doit la Place Ville-Marie, a déployé à Suzhou, sorte de Venise chinoise, un musée d'art contemporain au cœur d'une cité millénaire, alors que la reine du déconstructivisme, Zaha Hadid, négocie avec le passé dans des constructions éclatées parsemées à Guangzhou, Rome, Marseille et à Abou Dhabi.

Côté forme, le FIFA offre un court documentaire sur l'étonnant créateur Serge Mouille, auteur de curieux luminaires arachnoïdes aux réflecteurs en forme de seins. Un gros plan sur LEGO, le légendaire cube danois dont plus de 320 milliards d'exemplaires ont été vendus en 50 ans, dévoile la petite histoire derrière le jouet le plus manipulé de la planète.

Enfin, puisque le chiffon a la cote dans les musées ces jours-ci, la vie du «maître de l'aiguille» espagnol Balenciaga, et l'incroyable ascension de Jean Paul Gaultier, rebelle hilare qui détonne dans le monde coincé de la haute couture, bouclent la boucle.

Le Devoir

■ *artfifa.com*